



SCHWEIZERISCHER BUNDES RAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision 27 février 1985

Decisione 308

Adoption d'un message concernant la contribution ordinaire de la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge

Vu la proposition du DFAE du 5 février 1985

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le message fixant la contribution ordinaire de la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que le projet d'arrêté fédéral sont approuvés.
2. En cas d'accord des Chambres fédérales sur le projet d'arrêté susmentionné, le Département fédéral des affaires étrangères est habilité à verser, à partir du 1er janvier 1986, les contributions annuelles fixées dans le paragraphe 1 au CICR (contributions inscrites dans le budget à l'article budgétaire 202.493.24).

Publication:

Feuille fédérale

Pour extrait conforme,
 Le secrétaire

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X		EDA	6	
		EDI		
	X	EJPD	3	-
		EMD		
	X	EFD	7	-
		EVD		
		EVED		
X		BK	4	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin. Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.258.31

Berne, le 5 février 1985

DistribuéeAu Conseil fédéral

Adoption d'un message concernant la contribution ordinaire de
 la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge

Le projet d'Arrêté fédéral et le message ci-joint vous proposent d'augmenter notre contribution ordinaire au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), augmentation qui interviendrait en 1986 déjà - soit un an avant l'expiration de l'Arrêté fédéral du 1er décembre 1981 - en raison de la pression des besoins auxquels le CICR doit faire face.

Pour contribuer à financer les tâches permanentes du CICR, la Confédération verse actuellement une contribution annuelle de 20 millions de francs, sur la base de l'Arrêté fédéral du 1er décembre 1981 (FF 1981 II 981), contribution réduite de 10 pour cent en vertu de l'Arrêté fédéral du 20 juin 1980 réduisant certaines prestations de la Confédération (RS 611.02).

Depuis que ces montants ont été fixés, les activités du CICR ont considérablement augmenté. De plus, les perspectives concernant l'évolution de la situation mondiale laissent prévoir plutôt une augmentation de ces activités. Face à cette situation, le CICR a élaboré un plan d'action à moyen terme, qui met notamment en évidence la nécessité de renforcer son infrastructure, et qui se traduit par un plan financier portant son budget ordinaire à 96,7 millions de francs en 1989.

Vu le rôle important et unique du CICR, l'accroissement des besoins auxquels il doit faire face et la nécessité qu'il y a de renforcer sa structure permanente, et suite à des échanges de vues approfondis avec le CICR, il nous paraît indispensable d'augmenter substantiellement la contribution ordinaire de la Confédération. Par ailleurs, le parallélisme qui existe entre la mission du CICR et certains des objectifs de la politique étrangère suisse, ainsi que ses relations particulières avec notre pays continuent de justifier, à nos yeux, que la Confédération prenne à sa charge la moitié environ du budget ordinaire du CICR, proportion qui correspond à celle que vous aviez estimée appropriée en 1972 et en 1981.

Aussi, le présent message vous propose de porter notre contribution ordinaire au CICR à 40 millions de francs en 1986 et en 1987, et à 45 millions de francs en 1988 et en 1989.

Cette contribution substantielle vise d'une part à accorder une certaine base financière au CICR et à lui fournir une partie des moyens dont il a besoin pour accomplir sa mission, et d'autre part à contribuer au maintien de son indépendance.

Les montants nécessaires sont d'ores et déjà prévus dans le plan financier de l'aide publique du développement. L'Arrêté fédéral que nous vous proposons d'approuver remplacera, au 1er janvier 1986, l'Arrêté du 1er décembre 1981 qui sera alors abrogé.

Après consultation, l'Administration fédérale des finances (DFF) et l'Office fédéral de la justice (DFJP) se sont déclarés d'accord avec ce message.

En conséquence, nous vous proposons d'approuver le projet d'arrêté fédéral et le message joints en annexe.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

Annexes :

- projet de décision
- message
- projet d'arrêté fédéral



Pierre Aubert

Adoption d'un message concernant la contribution ordinaire de
la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge

Vu la proposition du DFAE du 5 février 1985

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. Le message fixant la contribution ordinaire de la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à 40 millions de francs en 1986 et en 1987, et à 45 millions de francs en 1988 et en 1989, et abrogeant l'arrêté fédéral du 1er décembre 1981, ainsi que le projet d'arrêté fédéral correspondant sont approuvés.
2. En cas d'accord des Chambres fédérales sur le projet d'arrêté susmentionné, le Département fédéral des affaires étrangères est habilité à verser, à partir du 1er janvier 1986, les contributions annuelles fixées dans le paragraphe 1 au CICR (contributions inscrites dans le budget à l'article budgétaire 202.493.24).

Le Secrétaire

Message

concernant la contribution ordinaire de la Confédération
au Comité international de la Croix-Rouge

du

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons pour approbation un projet d'arrêté
fédéral concernant la contribution ordinaire de la Confédé-
ration au Comité international de la Croix-Rouge.

Par le présent message, nous vous proposons d'augmenter cette
contribution, et de la porter à 40 millions de francs en 1986
et en 1987, et à 45 millions de francs en 1988 et en 1989.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames
et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération, Furgler

Le Chancelier de la Confédération, Buser

Vue d'ensemble

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une institution humanitaire, neutre et indépendante, dont l'activité s'exerce essentiellement en temps de guerre, de guerre civile ou de troubles intérieurs. Il s'efforce en tout temps d'assurer protection et assistance aux victimes militaires et civiles de ces conflits et de leurs conséquences.

Pour contribuer à financer les tâches permanentes du CICR, la Confédération verse actuellement une contribution annuelle de 20 millions de francs, sur la base de l'arrêté fédéral du 1er décembre 1981 (FF 1981 II 981), contribution réduite de 10 pour cent en vertu de l'Arrêté fédéral du 20 juin 1980 réduisant certaines prestations de la Confédération (RS 611.02).

Depuis que ces montants ont été fixés, les tâches du CICR ont considérablement augmenté. De plus, les perspectives concernant l'évolution de la situation mondiale laissent prévoir plutôt une augmentation de ses activités. Face à cette situation, le CICR a élaboré un plan d'action à moyen terme, qui met notamment en évidence la nécessité de renforcer son infrastructure, et qui se traduit par un plan financier portant son budget ordinaire à 96,7 millions de francs en 1989.

Le rôle important et unique du CICR, l'accroissement des besoins auxquels il doit faire face et la nécessité qu'il y a de renforcer sa structure permanente justifient une augmentation substantielle de la contribution ordinaire de la Confédération. Par ailleurs, le parallélisme qui existe entre la mission du CICR et certains des objectifs de la politique étrangère suisse, ainsi que ses relations particulières avec notre pays continuent de justifier, à nos yeux, que la Con-

fédération prenne à sa charge la moitié environ du budget ordinaire du CICR, proportion qui correspond à celle que vous avez estimée appropriée en 1972 et en 1981. Aussi, nous vous proposons de porter notre contribution ordinaire au CICR à 40 millions de francs en 1986 et en 1987, et à 45 millions de francs en 1988 et en 1989.

La pression des besoins auxquels le CICR doit faire face nous amène à vous proposer d'augmenter notre contribution en 1986 déjà, soit un an avant l'expiration de l'arrêté fédéral du 1er décembre 1981. Le nouvel Arrêté fédéral que nous vous proposons d'approuver remplacera donc, au 1er janvier 1986, l'Arrêté précité qui sera alors abrogé.

Message

1 Présentation du CICR

Fondé en 1863 à l'initiative d'Henry Dunant, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est à l'origine du mouvement universel de la Croix-Rouge. Celui-ci se compose aujourd'hui de 135 sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge, de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui est la fédération mondiale des sociétés nationales, et du CICR.

Le CICR est une institution humanitaire, neutre et indépendante, dont l'activité s'exerce essentiellement en temps de guerre, de guerre civile ou de troubles intérieurs. De son côté, la Ligue coordonne les efforts du mouvement de la Croix-Rouge lors de catastrophes naturelles en temps de paix et elle a pour tâche, notamment, de développer les sociétés nationales.

Le CICR fonde son action sur les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels¹⁾, sur ses statuts et sur ceux de la Croix-Rouge internationale²⁾, qui lui confient des tâches de protection et d'assistance envers les victimes militaires et civiles des conflits armés. Concrètement, en matière de protection, les délégués du CICR visitent les prisonniers dans leurs lieux de détention, les habitants de territoires occupés et les réfugiés situés dans des zones de conflits en vue d'améliorer, si nécessaire, leurs conditions d'existence. Lorsque le traitement, l'alimentation, le logement, les conditions sanitaires et de travail ne sont pas ce

1) A ce jour, 161 Etats sont parties aux Conventions de Genève de 1949, 49 au Protocole additionnel I, et 42 au Protocole additionnel II de 1977.

2) adoptés et révisés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge, auxquelles participent les gouvernements parties aux Conventions de Genève et les sociétés nationales de la Croix-Rouge

qu'ils devraient être, le CICR intervient auprès de la puissance détentrice ou occupante aux fins d'obtenir les améliorations souhaitées. Quant à l'assistance prodiguée par le CICR, elle s'entend aussi bien dans le domaine médical (hôpitaux, dispensaires, centres orthopédiques et de réhabilitation d'invalides de guerre, distributions de médicaments, etc.) que dans celui des secours (distribution de nourriture, de vêtements, de couvertures, de tentes, etc.). Le CICR a également pour tâche de transmettre des messages entre les prisonniers et leurs familles, de dresser des listes des prisonniers, de rechercher des disparus, de réunir des familles séparées, activités qui incombent à l'Agence centrale de recherche du CICR.

Par ailleurs, en vertu du droit d'initiative qui lui est reconnu (article 3 commun aux quatre Conventions de Genève, et article 6 des statuts de la Croix-Rouge internationale), le CICR a pu étendre son activité humanitaire aux situations de troubles et de tensions internes, qui ne constituent pas des conflits au sens des Conventions de Genève. A titre d'exemple, il convient de mentionner plus particulièrement la visite de détenus politiques. Enfin, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, le CICR est souvent amené à servir d'intermédiaire neutre entre les parties à un conflit pour régler des problèmes humanitaires (négociations de cessez-le-feu pour permettre l'évacuation des blessés ou la distribution de secours, rapatriements ou échanges de prisonniers, etc.).

Outre ces activités opérationnelles, le CICR a également pour mandat de veiller au respect des principes fondamentaux de la Croix-Rouge, de contribuer au développement du droit international humanitaire et de le diffuser auprès des forces armées, des autorités et de la population civile de tous les pays. D'autres tâches lui sont encore assignées par les Conventions de Genève et les statuts de la Croix-Rouge internationale, telle la reconnaissance de nouvelles sociétés nationales de la Croix-Rouge, ou encore la réception de toutes plaintes au sujet des violations alléguées des conventions humanitaires.

Sur le plan institutionnel, le CICR est une association au sens des articles 60 ss du code civil suisse et a son siège social à Genève. Le CICR est dirigé par l'Assemblée des membres du Comité (qui comprend jusqu'à 25 personnes), dont le rôle consiste à fixer la doctrine et la politique générale de l'institution et à exercer une surveillance sur l'ensemble des activités du CICR. L'Assemblée désigne un Conseil exécutif, choisi parmi ses membres, qui est chargé de la conduite générale des affaires, la gestion des activités étant confiée à la Direction. Dans les régions en proie à des crises, le CICR dispose de délégations, dans lesquelles travaillent des délégués, du personnel médical, du personnel technique et des employés locaux. La plupart de ces personnes ne travaillent que temporairement pour le CICR. Ceci l'amène à engager notamment une centaine de délégués en moyenne par année, pour des périodes d'environ deux ans.

2

La Suisse et le CICR

Les liens qui existent entre la Suisse et le CICR sont étroits et remontent aux origines de cette organisation. Cette institution, constituée en association de droit suisse, recrute ses membres uniquement parmi les citoyens suisses. Sont de nationalité suisse non seulement les membres de l'Assemblée du Comité, mais aussi ses cadres et la quasi totalité de ses collaborateurs au siège à Genève ainsi que tous les délégués sur le terrain. L'expérience a montré que ce caractère mono-national contribue largement à garantir la neutralité, l'impartialité et l'indépendance de l'action humanitaire du CICR.

Par ailleurs, une parenté d'esprit unit le CICR à notre pays, ses objectifs coïncidant avec un des axes importants de la politique étrangère de la Suisse. Les actions de protection et d'assistance du Comité sont en effet en concordance avec la vocation humanitaire de notre pays. Cette vocation, et la neutralité suisse, créent des conditions probablement uniques pour l'activité du CICR.

Les efforts constants fournis par le CICR en vue du développement et de la diffusion du droit international des conflits armés vont dans le sens des efforts que déploie la Suisse pour renforcer le droit international, dont le respect revêt une importance particulière pour des petits pays comme le nôtre. Relevons en outre que la Suisse n'est pas seulement l'Etat dépositaire des Conventions de Genève mais que, depuis 1864, toutes les conférences pour l'élaboration et le développement de ces Conventions ont eu lieu à Genève, à son initiative et sous sa présidence. Ceci a conféré à notre pays un rôle particulier dans le domaine du droit international humanitaire.

L'intérêt que porte la Suisse aux tâches du CICR est exprimé dans les messages que le Conseil fédéral vous a adressés en 1967, 1971 et 1981 (FF 1968 I 45, 1971 II 957, 1981 II 981), où il a souligné sa volonté de le soutenir dans la mesure de ses possibilités. Ce soutien se traduit entre autres par le financement d'environ la moitié du budget ordinaire de l'institution, contribution substantielle qui vise notamment à accorder une certaine base financière au CICR et à contribuer au maintien de son indépendance.

3 Extension des tâches du CICR depuis 1980

31 Activités opérationnelles

Cette période a vu une extension notable du nombre et de l'importance des conflits où le CICR est intervenu. Il y a actuellement une prolifération de conflits de petite et moyenne importance qui, en raison de l'évolution des techniques de combat et des matériels militaires, sont souvent plus meurtriers - notamment pour les populations civiles - et durent plus longtemps qu'auparavant. La nature des conflits s'est aussi modifiée, ceux-ci se caractérisant souvent par des alternances de périodes de crises et de périodes d'accalmies, comme au Liban ou au Tchad, pendant lesquelles persistent les problèmes de prisonniers, d'handicapés physiques graves, de personnes déplacées et de familles séparées. Par

ailleurs, la plupart de ces conflits se déroulant dans des pays du tiers monde, le CICR est amené à s'occuper également de questions sanitaires, épidémiologiques, de structures des services de santé, d'eau potable et de questions nutritionnelles, problèmes souvent aggravés par des catastrophes naturelles (sécheresse, famine). Ainsi, en Ethiopie et en Angola, comme dans l'action Kampuchea - Thaïlande, des opérations de grande envergure sont devenues nécessaires.

Ces facteurs ont entraîné une augmentation importante de la présence du CICR sur le théâtre des opérations. Cette institution n'a jamais été engagée simultanément sur autant de fronts que ces dernières années: comme le montre le tableau ci-après, le CICR, en 1984, est intervenu dans 86 pays, le nombre de ses délégations résidentes s'élevait à 37 auxquelles s'ajoutent 15 sous-délégations; il employait 533 personnes à Genève - dont environ la moitié travaillent en relation directe avec le terrain, s'y rendant parfois plusieurs fois par an - tandis que son effectif sur le terrain s'élevait à 455 personnes expatriées et 1500 employés locaux. Notons qu'une partie du personnel qui travaille sur le terrain, et en particulier du personnel médical, est mis à disposition par diverses sociétés nationales de la Croix-Rouge et par d'autres institutions d'entraide (parmi lesquelles figure le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe à l'étranger).

Les activités du CICR sont décrites en détail dans les rapports d'activité annuels et périodiques de l'organisation. Parmi les principales actions de ces dernières années, on peut mentionner notamment :

- En Afrique, les interventions en Angola, en Ethiopie, au Soudan, au Tchad, soit dans des régions où s'ajoutent aux conséquences des conflits des catastrophes naturelles (sécheresse, etc.) ayant de très larges répercussions (famine, etc.).
- Au Moyen-Orient, la guerre Irak-Iran, conflit classique de longue durée, constitue un des théâtres d'intervention majeurs du CICR, malgré les difficultés qu'il y rencontre. En 1984, ses délégués ont pu notamment y visiter plus de

AUGMENTATION DES ACTIVITES OPERATIONNELLES DU CICR DE 1980 A
1984

	1980		1984	
1. Infrastructure				
a) Effectif au siège (Genève)	386		533	
b) Effectif sur terrain:				
- personnel expatrié, dont:	467		455	
- délégués et personnel CICR	258		392	
- personnes mises à disposition par les sociétés nationales de la Croix-Rouge et d'autres institutions d'entraide	209 ¹⁾		63	
- employés locaux	500		1500	
c) Nombre de pays où le CICR est intervenu et de délégations:				
	pays	déleg.	pays	déleg.
- Afrique	19	11	34	13
- Amérique latine	15	4	23	8
- Asie	8	7	19	7
- Europe et Amérique du Nord	1	1	2	2
- Moyen-Orient	8	7	8	7
- total	51	30	86	37
2. Activités				
a) protection:				
- prisonniers de guerre et détenus civils visités	42'800		58'200	
- lieux de détention visités	400		710	
- pays dans lesquels ces visites ont eu lieu	27		36	
b) Secours: secours distribués	53 mio. fr.		80 mio. fr.	
c) Médical: médicaments et matériel distribué	16,2 mio. fr.		19,7 mio. fr.	
d) Agence centrale de recherche:				
- messages familiaux transmis	1'015'000		2'042'000	
- demandes reçues concernant personnes disparues, réunions de familles, émigration, assistance, etc.	65'000		77'000	
- cas concernant des personnes disparues qui ont pu être éclaircis	17'000		24'422	
- titres de voyages émis	1'007		1'900	
3. Budgets				
- Budget ordinaire	36,2 mio fr.		61,2 mio. fr.	
- Budgets extraordinaires	106 mio. fr.		330 mio. fr.	
1) Le nombre élevé de personnes mises à disposition par les sociétés nationales de la Croix-Rouge et d'autres organisations en 1980, qui se répercute sur le nombre des expatriés, s'explique par la très importante action du CICR au Kampuchea et en Thaïlande.				

38'000 prisonniers de guerre. Le Liban est un autre champ d'activité important, où le CICR joua un rôle déterminant, entre autres, dans la libération en 1984, par échange, de plus de 4000 Palestiniens et Libanais détenus par les Israéliens au camp d'Ansar au Sud-Liban. Relevons également les activités devenues permanentes en Israël et dans les territoires occupés par ce dernier au bénéfice de la population civile et des personnes internées ou détenues.

- En Asie, l'action Kampuchea-Thaïlande, qui a atteint son point culminant en 1979-1980, va encore occuper le CICR de manière durable, d'une part en raison des importantes séquelles des conflits récents et d'autre part en raison de la poursuite des hostilités. Par ailleurs, dans le contexte du conflit afghan, le CICR a considérablement développé ses activités médicales au Pakistan, le long de la frontière, en faveur des blessés afghans. Aux Philippines également, le CICR a développé ses activités en matière de protection.
- En Amérique latine, l'activité en faveur des détenus politiques est intense, notamment au Chili, au Pérou et en Uruguay. Au Salvador et au Nicaragua, le CICR a dû renforcer son dispositif et ses activités. Mentionnons aussi ses interventions relativement ponctuelles dans les conflits des îles Malouines et de la Grenade.
- En Europe, enfin, les événements de Pologne ont amené le CICR, grâce à une grande solidarité internationale, à déployer une importante activité d'assistance et de protection. Celle-ci est aujourd'hui terminée.

De façon générale, il convient de souligner l'activité croissante déployée par le CICR en faveur des détenus politiques. En 1984, ses délégués ont visité au total plus de 58'000 prisonniers, dont environ 40'000 prisonniers de guerre et 18'000 détenus politiques ou de sécurité, se trouvant dans 710 lieux de détention situés dans 36 pays. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, plus de la moitié des Etats du monde ont accepté, à un moment ou à un autre, d'ouvrir les portes de leurs prisons au CICR.

En matière d'assistance, l'immensité des besoins auxquels le CICR se trouve souvent confronté l'a conduit à renforcer sa collaboration avec d'autres institutions, en particulier avec l'ONU et ses agences spécialisées. On peut mentionner comme exemple la coopération qui s'est instituée entre le CICR, l'UNICEF, le HCR, le PAM et d'autres organisations dans le cadre de l'action Kampuchea-Thaïlande, afin de parvenir à une meilleure répartition des tâches, et d'éviter tant la compétition que le double emploi.

Outre les actions de protection et de secours susmentionnées, il faut également faire état des activités de l'Agence centrale de recherche. Pour la seule année 1984, elle a, entre autres activités, transmis 2 millions de messages, ouvert 43'900 enquêtes concernant des disparus, dont 25'422 cas ont pu être éclaircis, et émis 1900 titres de voyages.

Au total, ce sont certainement plusieurs millions de personnes qui ont bénéficié ces dernières années, à un titre ou à un autre, de l'aide du CICR.

32 Activités concernant le droit humanitaire, les principes de la Croix-Rouge et leur diffusion

Ce deuxième volet important des activités du CICR est complémentaire aux activités opérationnelles décrites ci-dessus. Le principal objectif du CICR dans ce domaine est d'obtenir l'application effective et le respect du droit international humanitaire existant (Conventions de Genève de 1949, Protocoles additionnels de 1977). Cette tâche prioritaire et ardue, à laquelle travaillent à la fois les personnes compétentes du siège et les délégués sur le terrain, concerne également tous les Etats parties aux Conventions de Genève, car en les ratifiant ils se sont engagés à les respecter et à les faire respecter (article premier commun aux quatre Conventions).

Dans ce contexte, le CICR déploie des efforts importants - comme le fait également notre pays - pour stimuler la

ratifications des Protocoles additionnels adoptés en 1977, lesquels ont pour principaux objectifs d'améliorer la protection de l'individu et de la population civile en cas de conflits armés, et de préciser certaines règles de la conduite de la guerre.

En ce qui concerne le développement du droit humanitaire, le flux d'informations résultant de l'expérience vécue quotidiennement par les délégués sur le terrain permet aux services concernés du siège d'être en prise directe sur l'évolution de la réalité des conflits actuels. C'est ainsi que le CICR a pu préparer les projets des deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève, qu'il travaille actuellement dans divers domaines qui n'ont pas été traités dans ces Protocoles et qu'il cherche à adapter certaines dispositions en fonction de l'évolution technologique.

La diffusion du droit humanitaire et des principes de la Croix-Rouge a pris une importance accrue. En effet, les activités du CICR se déroulent actuellement principalement dans les pays du Tiers-Monde, où les Conventions de Genève sont, notamment pour des raisons historiques, souvent moins connues. Ainsi, l'expérience a montré l'importance que revêt la diffusion du droit humanitaire pour permettre au CICR d'être compris et accepté, et de travailler normalement sur le terrain. Par exemple, dans le conflit Irak-Iran, le CICR a pu mesurer le handicap que constituait la méconnaissance de son rôle et de son travail par les parties au conflit, ce qui a rendu l'accès aux victimes plus difficile au début de son action.

Par ailleurs, en raison de l'attention grandissante vouée aux problèmes de paix et de désarmement, certaines sociétés nationales ont incité le mouvement de la Croix-Rouge à s'occuper plus activement de ces questions. Dans le cadre du mandat qu'il a reçu de maintenir les principes fondamentaux de la Croix-Rouge, le CICR a ainsi été amené à jouer un rôle croissant dans ce domaine, comme à la Conférence mondiale de la Croix-Rouge sur la paix, qui s'est tenue à Aaland, en Finlande, en septembre 1984. Ceci l'a notamment conduit à

expliquer davantage en quoi ses diverses activités constituent en fait sa contribution spécifique en faveur de la paix.

Mentionnons enfin qu'au cours des années, le CICR a intensifié ses relations avec d'autres organisations, en particulier l'ONU, dans le domaine de l'approfondissement et du développement du droit des gens. A cet égard, il convient de relever le soutien actif qu'a apporté le Secrétaire général de l'ONU au CICR lors de certains conflits, notamment par les appels qu'il a adressés aux Parties concernées pour qu'elles appliquent le droit international humanitaire. Enfin, sur un plan plus général, relevons que le CICR s'intéresse aux projets relatifs à un 'Nouvel ordre humanitaire international' présenté en 1981 aux Nations Unies et qu'il suit également les travaux de la 'Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales'.

4 Le CICR face à l'avenir

41 Evolution de la situation mondiale et rôle du CICR

Nous avons vu que le développement des activités du CICR est avant tout la conséquence de conflits plus nombreux, qui durent plus longtemps et qui sont fréquemment plus meurtriers que dans le passé.

Ces conflits sont souvent aggravés par l'accroissement de la population dans toute une partie du monde et par la baisse du niveau de vie qu'il entraîne, ainsi que par les phénomènes chroniques de la désertification et de la famine. Une analyse réaliste de la situation ne permet malheureusement pas de prévoir une diminution des conflits et de leurs effets au cours des années à venir.

Ces perspectives, ainsi que les sérieuses difficultés rencontrées dans le respect et l'application du Droit international

humanitaire, ne laissent donc pas prévoir une baisse des activités du CICR. Certes, la Croix-Rouge ne peut à elle seule soulager toutes les misères du monde. Les besoins sont immenses et il y a de nombreuses organisations publiques et privées, nationales et internationales, qui font un travail considérable dans ce domaine. Mais en cas de conflits armés, lors de guerres civiles, ou encore pour tenter de protéger et d'assister les détenus politiques, le CICR est souvent la seule institution susceptible d'intervenir efficacement et d'avoir accès à toutes les catégories de victimes et à toutes les parties.

42 Plan d'action à moyen terme du CICR

421 Objectifs du plan d'action

Face au développement très rapide de ses activités, le CICR a procédé à une réflexion en profondeur sur son avenir, sur ses méthodes de travail et sur ses structures. Cette réflexion a abouti à un plan d'action devant procurer au CICR les moyens d'une politique humanitaire à moyen terme. Plus concrètement, ce plan vise à donner au CICR les moyens de continuer à faire face à ses obligations au cours des prochaines années, à lui donner une infrastructure et un encadrement lui permettant d'améliorer ses capacités de mener et de gérer efficacement et rationnellement ses actions, et à planifier plus rigoureusement sa croissance que par le passé. En effet, partagé entre l'immensité des besoins auxquels il est confronté et la nécessité de demeurer une organisation efficace, le CICR souhaite garder sa dimension humaine et entend maintenir sa croissance dans un cadre raisonnable.

422 Nécessité de renforcer les structures permanentes du CICR

L'extension des activités du CICR nécessite un renforcement substantiel de ses structures permanentes. En effet, lorsqu'il intervient dans un conflit, le CICR lance un appel

international pour réunir des fonds, recrute du personnel et achète - ou reçoit - des vivres, des médicaments et des objets de première nécessité de façon à pouvoir porter assistance aux victimes. Mais l'intervention est préparée, organisée et gérée par le personnel permanent du CICR qui doit également assurer, sur place, l'encadrement des délégués et du personnel recruté localement. Or, ses effectifs permanents étant actuellement déjà insuffisants, le CICR doit souvent confier ces tâches à des délégués engagés à titre temporaire.

Aussi, pour être en mesure de continuer à remplir pleinement son mandat, le CICR doit-il pouvoir disposer d'un personnel permanent plus nombreux, connaissant bien l'Organisation, ses buts, ses méthodes de travail, et qui soit rapidement disponible pour pouvoir se rendre sur le terrain lorsque commence une nouvelle action. L'organisation d'actions humanitaires urgentes, la simple mise à disposition de produits alimentaires pour des centaines de milliers de personnes, dans des régions souvent dépourvues de moyens de communication et de transport, ainsi que les visites de prisonniers de guerre ou politiques, ne peuvent pas s'improviser et doivent être confiées à des professionnels. Un encadrement plus important est nécessaire également si l'on veut pouvoir mieux utiliser les moyens et le personnel des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Le CICR a également besoin d'hommes expérimentés et bien formés pour accroître, partout dans le monde, la diffusion du droit humanitaire et l'information sur le CICR, ses objectifs et ses tâches. Cette information est indispensable si l'on veut que, progressivement, le droit humanitaire soit mieux respecté. Mais elle est aussi nécessaire pour mieux faire comprendre le rôle du CICR et renforcer le soutien dont il a besoin pour agir.

Un renforcement du personnel permanent travaillant au siège du CICR est nécessaire pour un autre raison encore: un certain nombre d'activités d'organisation et de gestion liées à des interventions spécifiques ont longtemps pu être réali-

sées par du personnel non permanent. La fréquence, la durée et l'importance croissante de ces interventions font que ces travaux doivent maintenant être considérés comme permanents.

La volonté de renforcer les structures du CICR s'accompagne d'efforts pour rationaliser le travail de l'organisation et pour en augmenter l'efficacité: des investissements doivent être faits dans le domaine de l'informatique et de la bureautique. Par ailleurs, le recrutement de délégués engagés à titre temporaire et leur formation doivent être intensifiés.

Enfin, les mesures de sécurité prises sur le terrain doivent être renforcées. Il faut noter que depuis 1975, quatre délégués et une trentaine de collaborateurs locaux du CICR ont été tués en mission, et de nombreux incidents se sont en outre produits (blessures par balles, par éclats d'obus ou suite à des explosions de mines, violences physiques diverses, menaces, etc.)

43 Répercussions financières du plan
d'action du CICR

431 Distinction entre le budget ordinaire et
les budgets extraordinaires

L'essentiel des actions spécifiques entreprises par le CICR, sur le terrain, sont à la charge des budgets extraordinaires de l'institution, eux-mêmes alimentés par des contributions spéciales en espèces ou en nature (secours, aliments, transports, personnel...) reçus à la suite d'appels lancés en faveur de chacune d'elles (Liban, Salvador, Kampuchea-Thaïlande, Ethiopie, etc.). En 1984, les budgets extraordinaires du CICR se sont élevés, au total, à environ 330 millions de francs. Lorsque les appels lancés par le CICR ne lui permettent pas d'obtenir les fonds suffisants pour financer une action relevant d'un budget extraordinaire, il doit soit réduire ou interrompre cette action, soit en financer la poursuite au moyen du budget ordinaire.

Par contre, les activités durables du CICR, et en particulier ses structures permanentes, c'est-à-dire son appareil administratif mais aussi ses délégués permanents, à Genève et sur le terrain, sont financés par le budget ordinaire. Parmi ces tâches permanentes figurent également l'activité de l'Agence centrale de recherche, les tâches de développement et de diffusion du droit international humanitaire, ainsi que les activités de protection et d'assistance de longue durée (comme par exemple la visite de détenus politiques ou l'action liée au conflit israélo-arabe). En 1984, le budget ordinaire du CICR s'est élevé à 61,2 millions de francs (la répartition analytique prévue pour le budget ordinaire de 1984 figure à l'annexe 1).

432 Prévisions concernant le budget ordinaire

Pour pouvoir réaliser ses objectifs, et en particulier pour pouvoir renforcer progressivement ses structures permanentes, le CICR estime qu'il devrait disposer, pour le moins, des budgets ordinaires suivants au cours des cinq prochaines années:

1985 :	64,9 millions de francs
1986 :	73,2 millions de francs
1987 :	81,4 millions de francs
1988 :	90,1 millions de francs
1989 :	96,7 millions de francs

Ce plan financier couvre en particulier une augmentation des effectifs du personnel de 2,6 pour cent par an, la réintégration au budget ordinaire de 60 postes de collaborateurs permanents financés actuellement par des budgets extraordinaires, des investissements (notamment en matière d'informatique et de bureautique), ainsi que l'augmentation des coûts liée à l'inflation.

Ce plan financier se fonde sur un développement modéré des activités du CICR, mais il ne couvre pas un certain nombre d'autres activités qui pourraient se révéler nécessaires dans

le domaine de la diffusion et du respect du droit humanitaire international ainsi que dans celui de la préparation aux situations de conflit. Le CICR a donc également élaboré des perspectives budgétaires contenant des montants plus élevés, qui tiennent compte de ces activités supplémentaires et de la possibilité de voir son engagement augmenter encore en fonction de l'évolution de la situation mondiale. Le CICR ne réaliserait cependant ces activités additionnelles que dans la mesure où d'autres sources de financement le lui permettraient.

5 Le financement des activités du CICR

51 Sources de financement

En vertu du statut particulier du CICR, et contrairement à de nombreuses autres organisations internationales, ses activités ne sont pas financées par des contributions obligatoires. Pour couvrir ses dépenses, il dispose essentiellement des trois sources de financement suivantes:

- contributions des Etats parties aux Conventions de Genève.
Une liste des contributions en espèces versées en 1984 figure à l'annexe 2.
- contributions des sociétés nationales de la Croix-Rouge.
Une liste des contributions en espèces versées en 1984 figure à l'annexe 3.
- différents dons, fonds, legs et les revenus financiers.

Ces sources alimentent, d'une part, le budget ordinaire du CICR, principalement au moyen de contributions annuelles (celles des gouvernements constituent environ 70 pour cent des ressources de ce budget), et, d'autre part, les budgets extraordinaires par le biais de contributions ponctuelles en espèces ou en nature octroyées à la suite d'appels liés à des actions et des conflits particuliers.

La plupart des Gouvernements étant dans une situation plus aisée pour débloquer des fonds en cas de situations urgentes et temporaires que pour financer des tâches permanentes, le

CICR obtient généralement plus facilement les sommes nécessaires pour alimenter ses budgets extraordinaires que pour financer son budget ordinaire.

52 Rapports d'activité et contrôle financier

Le CICR publie régulièrement des informations sur ses activités, notamment dans son rapport annuel et dans ses rapports de situation qui ont trait à des actions déterminées. La vérification annuelle des comptes du budget ordinaire est confiée à des fiduciaires suisses. Par ailleurs, les budgets extraordinaires font l'objet d'un contrôle de gestion confié à une fiduciaire étrangère. Indépendamment de ces diverses mesures de vérification externes, le CICR possède un organe interne de contrôle de gestion.

6 Soutien financier de la Confédération au CICR

61 Appui financier accordé jusqu'à présent
par la Confédération

Dans nos deux précédents messages concernant les contributions de la Confédération au CICR (FF 1971 II 963, 1981 II 981), nous avons donné une vue d'ensemble de l'appui financier de la Confédération depuis l'époque de notre première contribution.

De 1972 à 1981, la Confédération a versé annuellement au CICR une contribution de 12,5 millions de francs, portée à 20 millions de francs à partir de 1982. Ces contributions ont dû être réduites de 10 pour cent depuis 1981, en vertu de l'Arrêté fédéral du 20 juin 1980 réduisant certaines prestations de la Confédération de 1981 à 1985 (RS 611.02). Cette contribution annuelle, appelée contribution ordinaire, alimente le budget ordinaire du CICR et contribue à financer les activités qui en dépendent (voir annexe 1).

Par ailleurs, la Confédération alloue, à la charge du crédit de programme de l'aide humanitaire, des contributions extraordinaires en espèces et en nature pour des activités de secours et de protection spécifiques (alimentant des budgets extraordinaires du CICR), qui se sont élevées à 21,4 millions de francs en 1984, ainsi qu'une contribution annuelle de 2 millions de francs depuis 1979 pour les programmes d'assistance en faveur des détenus politiques (voir annexes 4 et 5).

Enfin, rappelons que la Confédération a fait don au CICR, en 1980, d'un nouveau bâtiment équipé et meublé, d'une valeur de 15 millions de francs, destiné à abriter l'Agence centrale de recherche (Arrêté fédéral du 9 octobre 1980, FF 1980 III 719).

62 Augmentation de la contribution ordinaire
 de la Confédération

L'importance des tâches du CICR sur le plan international et ses liens étroits avec notre pays nous ont amenés, depuis de nombreuses années, à considérer que la Confédération devait prendre à sa charge environ la moitié de son budget ordinaire. Cette proportion, que vous avez estimée appropriée en 1972 et en 1981, nous paraît aujourd'hui encore raisonnable et nécessaire.

Nous sommes d'avis que le renforcement des structures permanentes, tel que le prévoit le CICR dans son plan financier (voir chiffre 432) qui porte son budget ordinaire à 96,7 millions de francs en 1989, est nécessaire si l'on veut que l'organisation puisse faire face, de manière efficace, à l'évolution de la situation et continuer à remplir les tâches essentielles qui sont les siennes.

Cela nous amène à vous proposer d'augmenter substantiellement notre contribution au budget ordinaire du CICR dès 1986 et à

prévoir une contribution de 40 millions de francs en 1986 et en 1987, et de 45 millions de francs en 1988 et en 1989. Ces contributions couvriraient également notre participation aux programmes d'assistance en faveur des détenus politiques, ces programmes constituant désormais une activité permanente du CICR.

Nous continuerions par ailleurs à financer, au titre de l'aide humanitaire et à la charge du crédit de programme que nous vous avons demandé d'ouvrir par notre message du 21 novembre 1984 (FF 1985 I...), les activités de secours et de protections spécifiques pour lesquelles le CICR ferait appel à notre aide, dans le cadre de ses budgets extraordinaires.

L'augmentation de notre contribution ordinaire se justifie d'abord, comme nous l'avons vu aux chapitres précédents, par la nécessité de permettre au CICR d'accomplir ses tâches de protection et d'assistance. Ce soutien très substantiel doit aussi permettre au CICR de mieux planifier le renforcement de ses structures. Il vise par ailleurs à garantir au CICR une certaine base financière, et à contribuer au maintien de son indépendance.

Enfin, cette augmentation importante de notre contribution devrait avoir un effet d'entraînement, et devrait permettre au CICR d'obtenir plus facilement de la part d'autres Gouvernements une augmentation de leur contribution.

Le rôle humanitaire joué par le CICR, sa neutralité, son indépendance, son impartialité, sa discrétion et son efficacité, ainsi que le mandat dont l'a investi la communauté internationale, en font une institution unique au monde et irremplaçable. Cette situation exceptionnelle, l'ampleur des besoins auxquels il doit faire face, mais aussi les relations particulières de notre pays avec le Comité international justifient l'effort financier supplémentaire que nous vous proposons d'approuver.

63 Abrogation de l'Arrêté fédéral de 1981 et limitation de la durée du nouvel Arrêté à quatre ans

Dans notre message du 27 mai 1981 (FF 1981 VI 981), nous vous annonçons que nous serions obligés d'examiner, dans des délais assez brefs, si notre contribution devrait être réadaptée.

C'est la raison pour laquelle nous avons limité à cinq ans la durée de l'Arrêté fédéral du 1er décembre 1981. L'accroissement très rapide des tâches du CICR et les besoins financiers supplémentaires qui en résultent nous ont amené à vous adresser ce message un an plus tôt que prévu et à vous proposer d'augmenter, dès 1986, notre contribution ordinaire à l'organisation. Le projet d'Arrêté fédéral que nous vous proposons d'approuver remplacera donc, au 1er janvier 1986, l'Arrêté fédéral du 1er décembre 1981 qui sera alors abrogé. Compte tenu des expériences faites, de l'évolution très rapide de la situation internationale et des besoins auxquels le CICR doit faire face, nous vous proposons de limiter à quatre ans la durée du prochain Arrêté.

7 Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

71 Conséquences financières

En matière financière, la proposition que nous vous soumettons portera notre contribution ordinaire au CICR, qui s'élève actuellement à 20 millions de francs par année (moins la réduction linéaire de 10 pour cent à laquelle elle est soumise), à 40 millions de francs en 1986 et en 1987, et à 45 millions de francs en 1988 et en 1989.

Cette augmentation n'entraînera pas pour la Confédération de charges accrues par rapport aux prévisions du plan financier, car les contributions versées au CICR sont incluses dans le montant global qui est prévu au titre de l'aide publique au développement.

72 Effets sur l'état du personnel

La proposition que nous vous soumettons n'aura pas d'effet sur l'effectif du personnel de la Confédération.

73 Conséquences pour les cantons et les communes

La proposition que nous vous soumettons n'aura pas d'effet sur les cantons et les communes.

8 Grandes lignes de la politique gouvernementale

L'augmentation de la Contribution ordinaire de la Confédération allouée annuellement au CICR est expressément prévue dans les Grandes lignes de la politique gouvernementale pour la législature 1983-1987 (FF 1984 I 153, chiffre 231).

9 Constitutionnalité et forme juridique

La compétence constitutionnelle de la Confédération pour accorder cette contribution ordinaire découle de la compétence générale de la Confédération en matière de relations extérieures. La coopération avec le CICR représente un aspect important de nos relations extérieures, le CICR remplissant des fonctions et poursuivant des objectifs qui correspondent aux principes guidant notre politique étrangère. Notre soutien au CICR trouve notamment son expression concrète dans l'appui financier apporté par la Confédération. Le Conseil fédéral vous propose - conformément à la pratique (voir message FIPOI-CERN; FF 1984 I 1233) - que la contribution qui fait l'objet du présent message soit allouée en vertu d'un arrêté fédéral simple (article 8 de la loi du 23 mars 1962 sur les rapports entre les Conseils). L'Assemblée fédérale tire sa compétence en la matière de ses attributions générales en matière budgétaire (article 85 chiffre 10, de la Constitution).

Arrêté fédéral Projet
 concernant la contribution ordinaire de la
 Confédération au Comité international de la Croix-Rouge

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu la compétence générale de la Confédération en matière de
 relations extérieures;

vu le message du Conseil fédéral du ... ¹⁾

arrête :

Article premier

La Confédération verse au Comité international de la Croix-
 Rouge une contribution annuelle ordinaire de 40 millions de
 francs en 1986 et en 1987, et de 45 millions de francs en
 1988 et en 1989.

Art. 2

L'arrêté fédéral du 1er décembre 1981²⁾ est abrogé.

Art. 3

¹⁾ Le présent arrêté, qui n'est pas de portée générale,
 n'est pas soumis au référendum.

²⁾ Il entre en vigueur le 1er janvier 1986 et a effet
 jusqu'au 31 décembre 1989.

1) FF 1985 ...

2) FF 1981 II 981

Arrêté fédéral concernant la contribution ordinaire de la Confédération au Comité international de la Croix-Rouge
 Budget ordinaire 1984
 (en milliers de francs arrondis)

2.0. SUPPORT DES ACTIVITES

2.1. Recrutement et formation du personnel. 6'140

2.2. Mandat exercé par le CICR (Service International de Recherches à Arolsen, en RFA). 297

2.3. Activités de prospection financière auprès des Gouvernements, des Sociétés nationales, ainsi que dans le secteur privé. 860

2.4. Politique générale et relations extérieures. 2'940

TOTAL ACTIVITES: 48'732

3.0. FRAIS ADMINISTRATIFS

3.1. Comptabilité générale et contrôles budgétaires 2'792

3.2. Administration générale 903

3.3. Information, production de documents, traductions 3'336

3.4. Intendance, entretien des bâtiments, etc. 2'385

3.5. Autres 1'000

10'416

GRAND TOTAL 59'148

Adaptation du budget au cours de l'année 1984 2'003

Total du budget ordinaire 1984 61'151

Source: CICR

CONTRIBUTIONS EN ESPECES DES GOUVERNEMENTS AU CICR
EN 1984 (montants provisoires en francs suisses)

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI- NAIRES	GRAND TOTAL	**
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (recues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (recues)	TOTAL			
1	SUISSE	18.000.000	2.000.000	20.000.000	15.281.000	35.281.000	2
2	ETATS-UNIS	4.870.280	4.352.035	9.228.315	62.062.041	71.290.356	1
3	ARABIE SAOUDITE	2.000.000	-	2.000.000	1.000.000	3.000.000	13
4	ITALIE	1.334.980	-	1.334.980	2.075.095	3.410.075	12
5	CANADA	1.327.500	-	1.327.500	11.661.298	12.988.798	3
6	FRANCE	1.074.000	-	1.074.000	1.082.900	2.156.900	14
7	ROYAUME-UNI	620.800	-	620.800	12.290.875	12.911.675	4
8	ALLEMAGNE (RFA)	618.000	-	618.000	7.586.540	8.204.540	8
9	SUEDE	495.750	-	495.750	9.717.863	10.213.613	6
10	DANEMARK	451.005	-	451.005	3.332.505	3.783.510	10
11	NORVEGE	400.000	-	400.000	10.322.583	10.722.583	5
12	CHINE	230.000	-	230.000	-	230.000	18
13	COREE, REP.	224.775	-	224.775	-	224.775	20
14	PAYS-BAS	210.505	-	210.505	6.206.598	6.417.103	9
15	KOWEIT	200.000	-	200.000	-	200.000	21
16	FINLANDE	191.940	-	191.940	923.268	1.115.208	15
17	AUTRICHE	190.895	-	190.895	58.400	249.295	16
18	GRECE	183.400	-	183.400	-	183.400	22
19	COLOMBIE	170.055	-	170.055	-	170.055	23
20	EGYPTE	145.765	-	145.765	-	145.765	24
21	TCHECOSLOVAQUIE	90.000	-	90.000	-	90.000	25
22	NOUVELLE ZELANDE	83.520	-	83.520	144.000	227.520	19
23	ESPAGNE	80.000	-	80.000	-	80.000	26
24	LIECHTENSTEIN	61.000	-	61.000	-	61.000	29
25	POLOGNE	60.000	-	60.000	-	60.000	30
26	JORDANIE	57.750	-	57.750	-	57.750	31
27	PORTUGAL	53.000	-	53.000	-	53.000	32
28	CHILI	51.295	-	51.295	-	51.295	33
29	BANGLADESH	48.200	-	48.200	-	48.200	34
30	MEXIQUE	45.600	-	45.600	-	45.600	35
31	LUXEMBOURG	39.525	-	39.525	-	39.525	36
32	TURQUIE	39.160	-	39.160	-	39.160	37
33	THAILANDE	31.810	-	31.810	-	31.810	38
34	ISLANDE	31.000	-	31.000	-	31.000	39
35	PHILIPPINES	27.815	-	27.815	-	27.815	40
	TOTAUX	33.745.325	6.352.035	40.097.360	143.744.966	183.842.326	

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI-NAIRES	GRAND TOTAL
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL		
36	RWANDA	27.585	-	27.585	-	27.585
37	LIBAN	26.990	-	26.990	-	26.990
38	BIRMANIE	25.125	-	25.125	-	25.125
39	ETHIOPIE	24.105	-	24.105	-	24.105
40	TUNISIE	23.885	-	23.885	-	23.885
41	ST-MARIN	23.750	-	23.750	-	23.750
42	DJIBOUTI	22.300	-	22.300	-	22.300
43	TONGA	22.300	-	22.300	-	22.300
44	CHYPRE	20.700	-	20.700	-	20.700
45	PAKISTAN	17.775	-	17.775	1.140	21.840
46	BRESIL	16.000	-	16.000	-	16.000
47	PANAMA	15.015	-	15.015	-	15.015
48	COSTA-RICA	11.975	-	11.975	-	11.975
49	CAMEROUN	10.980	-	10.980	-	10.980
50	CUBA	10.895	-	10.895	-	10.895
51	FIDJI	10.595	-	10.595	1.117	12.012
52	OMAN	10.000	-	10.000	-	10.000
53	MONACO	10.000	-	10.000	-	10.000
54	ALLEMAGNE (RDA)	5.000	-	5.000	-	5.000
55	HONGRIE	5.000	-	5.000	-	5.000
56	SRI LANKA	4.690	-	4.690	-	4.690
57	TRINITE & TOB.	3.775	-	3.775	-	3.775
58	MALTE	3.065	-	3.065	-	3.065
59	LAOS, REP. DEM.	3.010	-	3.010	-	3.010
60	JAMAIQUE	2.420	-	2.420	-	2.420
61	BARBADE	2.310	-	2.310	-	2.310
62	MONGOLIE	1.000	-	1.000	-	1.000
63	TOGO	515	-	515	-	515
	AUSTRALIE				8.792.943	8.792.943
	JAPON				3.531.075	3.531.075
	BELGIQUE				233.854	233.854
	IRAK				76.300	76.300
	IRLANDE				64.775	64.775
	ZIMBABWE				1.274	1.274
	TOTAUX	34.106.085	6.352.035	40.458.120	156.447.444	196.905.564

** Rang final

Source: CICR

CONTRIBUTIONS EN ESPECES DES SOCIETES NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE
ET DU CROISSANT-ROUGE AU CICR EN 1984 (montants provisoires en
francs suisses)

TOTAL	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI- NAIRES	GRAND TOTAL	**
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL			
27.585	1 ETATS-UNIS	511.315	-	511.315	217.750	729.065	5
26.990	2 ALLEMAGNE (RFA)	348.890	-	348.890	-	348.890	9
25.125	3 JAPON	336.340	-	336.340	693.889	1.030.229	4
24.105	4 FRANCE	175.700	-	175.700	-	175.700	11
23.885	5 ROYAUME-UNI	168.170	-	168.170	879.626	1.047.796	3
23.750	6 AUSTRALIE	117.970	-	117.970	67.175	185.145	10
22.300	7 ITALIE	86.460	-	86.460	-	86.460	15
22.300	8 PAYS-BAS	81.320	-	81.320	383.623	464.943	8
21.840	9 CHINE	80.320	-	80.320	-	80.320	17
17.775	10 CANADA	63.960	-	63.960	1.471.762	1.535.722	2
16.000	11 IRAN	62.750	-	62.750	-	62.750	19
15.015	12 BELGIQUE	46.180	-	46.180	8.131	54.311	20
14.980	13 TURQUIE	42.570	-	42.570	-	42.570	22
12.012	14 COREE, REP.	35.140	-	35.140	12.125	47.265	21
10.595	15 THAILANDE	34.140	-	34.140	-	34.140	23
10.000	16 POLOGNE	33.280	-	33.280	-	33.280	24
10.000	17 AUTRICHE	29.620	-	29.620	100.000	129.620	12
10.000	18 AFRIQUE DU SUD	22.680	-	22.680	-	22.680	25
10.000	19 NOUVELLE-ZELANDE	21.590	-	21.590	59.991	81.581	16
9.690	20 BRÉSIL	20.000	-	20.000	-	20.000	26
9.775	21 LUXEMBOURG	19.895	-	19.895	3.920	23.815	27
9.065	22 URSS	16.000	-	16.000	-	16.000	28
9.010	23 COLOMBIE	12.050	-	12.050	-	12.050	29
9.420	24 PORTUGAL	12.050	-	12.050	-	12.050	30
9.310	25 FINLANDE	12.000	-	12.000	704.280	716.280	6
9.000	26 INDONESIE	11.300	-	11.300	-	11.300	31
9.515	27 MONACO	11.040	-	11.040	-	11.040	32
9.943	28 PAKISTAN	11.040	-	11.040	-	11.040	33
9.075	29 CHILI	10.040	-	10.040	-	10.040	34
9.854	30 LIBAN	10.040	-	10.040	-	10.040	35
9.300	31 ALLEMAGNE (RDA)	10.000	-	10.000	-	10.000	36
9.775	32 ETHIOPIE	9.395	-	9.395	-	9.395	38
9.274	33 AFGHANISTAN	9.040	-	9.040	-	9.040	39
9.564	34 IRLANDE	9.040	-	9.040	63.000	72.040	18
	35 TCHECOSLOVAQUIE	8.000	-	8.000	-	8.000	40
	TOTAUX	2.489.325	-	2.489.325	4.665.272	7.154.597	

** Rend final

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI-NAIRES	GRAND TOTAL
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL		
36	SYRIE	7.530	-	7.530	-	7.530
37	HONDURAS	6.630	-	6.630	-	6.630
38	PANAMA	6.325	-	6.325	-	6.325
39	BULGARIE	6.250	-	6.250	-	6.250
40	MALAISIE	6.020	-	6.020	-	6.020
41	VIET NAM	6.020	-	6.020	-	6.020
42	EQUATEUR	5.020	-	5.020	-	5.020
43	HONGRIE	5.000	-	5.000	-	5.000
44	ISLANDE	5.000	-	5.000	5.000	10.000
45	YUGOSLAVIE	5.000	-	5.000	-	5.000
46	GUYANE	3.785	-	3.785	-	3.785
47	TRINITE ET TOBAGO	3.785	-	3.785	-	3.785
48	SINGAPOUR	3.310	-	3.310	965	4.275
49	HAITI	3.180	-	3.180	-	3.180
50	BAHAMAS	2.510	-	2.510	-	2.510
51	BANGLADESH	2.505	-	2.505	-	2.505
52	COSTA RICA	2.340	-	2.340	-	2.340
53	CAMEROUN	2.115	-	2.115	-	2.115
54	MAURICE	1.510	-	1.510	-	1.510
55	QATAR	1.510	-	1.510	-	1.510
56	RWANDA	1.510	-	1.510	-	1.510
57	PARAGUAY	1.500	-	1.500	-	1.500
58	YEMEN, REP. ARABE	1.500	-	1.500	-	1.500
59	NEPAL	1.000	-	1.000	-	1.000
60	URUGUAY	1.000	-	1.000	-	1.000
61	PAPOUASIE-NOUVELLE GUINEE	755	-	755	-	755
62	SWAZILAND	500	-	500	-	500
63	FIDJI	200	-	200	-	200
64	KENYA	80	-	80	-	80
	SUEDE				2.240.643	2.240.643
	NORVEGE		109.225	109.225	501.300	610.525
	SUISSE				100.000	100.000
	EGYPTE				88.800	88.800
	MONACO				1.092	1.092
	TOTAUX	2.582.715	109.225	2.691.940	7.603.072	10.295.012

Rang final

Source: CICR

EVOLUTION DES BUDGETS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRES DU CICR ET DES CONTRIBUTIONS DE LA CONFEDERATION AU CICR (en millions de francs; chiffres arrondis)		1972	1976	1980	1981	1982	1983	1984
Année		19,3	19,9	36,2	42,2	49,4	51,9	61,2
Budget ordinaire CICR (tâches permanentes)		12,3	21,1	106,1	98,6	121,6	138,1	330
Budgets extraordinaires CICR		12,5	12,5	12,5	11,75	18,0	18,0	18,0
Contribution ordinaire de la Suisse		12,5	12,5	14,5	13,75	20,0	20,0	20,0
Contribution en faveur des détenus politiques (dès 1979)				2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Contribution suisse au budget ordinaire		12,5	12,5	14,5	13,75	20,0	20,0	20,0
En % du budget ordinaire		65%	63%	40%	33%	40%	39%	33%
Contributions suisses aux budgets extraordinaires		0,6	6,4	6,8	5,36	12,1	17,9	21,4
En % des budgets extraordinaires ..		5%	30%	6%	5,5%	10%	13%	6,5%
Total des contributions suisses		13,1	18,9	21,3	19,1	32,1	37,9	41,4

CONTRIBUTIONS DE LA SUISSE AUX BUDGETS EXTRAORDINAIRES
DE 1980 A 1984

Objet des contributions	montants en milliers de francs
<u>1980</u>	
Afrique: activités de protection et d'assistance	402
Nicaragua: activités de protection et d'assistance	500
Iran: activité de protection (détenus politiques)	440
Kampuchea: programme conjoint UNICEF/CICR	450
Agence centrale de recherches	1'255
Aide alimentaire (lait en poudre, céréales, matière grasses)	3'738
Total	6'785
<u>1981</u>	
Nicaragua: activités de protection (détenus politiques)	200
Liban: secours aux victimes de la guerre	300
Syrie: assistance aux réfugiés palestiniens	50
Iran/Irak: protection et assistance aux victimes du conflit	500
Afrique: assistance aux réfugiés et personnes déplacées	600
Aide alimentaire	3'630
Prestations du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe	84
Total	5'364
<u>1982</u>	
Liban: secours aux victimes de la guerre	3'545
Kampuchea: assistance médicale	400
Iran/Irak: protection et assistance aux victimes du conflit	1'000
Pologne: protection et assistance	700
Salvador: protection et assistance aux victimes du conflit	400
Pakistan: assistance aux réfugiés afghans	200
Thaïlande: assistance aux réfugiés cambodgiens	200
Afrique: activités de protection et d'assistance dans différents pays	400
Aide alimentaire	4'168
Prestations du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe	1'126
Total	12'139

	montants en milliers de francs	
ensemble		2
<u>1983</u>		
Présentation du CICR		4
Liban: secours aux victimes de la guerre	2'000	5
Pologne: protection et assistance	500	
Contribution exceptionnelle aux activités de protection et d'assistance	10'000	7
Aide alimentaire	<u>5'386</u>	7
Total	17'886	
<u>1984</u>		
Iran/Irak: protection et assistance aux victimes du conflit	6'000	13
Angola: activités de secours	3'000	
Ethiopie: activités de secours	5'000	13
Aide alimentaire	7'116	14
Prestations du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe	<u>225</u>	14
Total	21'341	14
Objectifs du plan d'action		14
Nécessité de renforcer les structures permanentes du CICR		14
Répercussions financières du plan d'action du CICR		15
Distinction entre le budget ordinaire et les budgets extraordinaires		16
Prévisions concernant le budget ordinaire ...		17
Le financement des activités du CICR		18
Sources de financement		18
Rapport d'activité et contrôle financier		19
Soutien financier de la Confédération au CICR		19
Appui financier accordé jusqu'à présent par la Confédération		19
Augmentation de la contribution ordinaire de la Confédération		20
Abrogation de l'Arrêté fédéral de 1981 et limitation de la durée du nouvel Arrêté à quatre ans		22

Tables de matières		Page
	Vue d'ensemble	2
1	Présentation du CICR	4
2	La Suisse et le CICR	6
3	Extension des tâches du CICR depuis 1980	7
31	Activités opérationnelles	7
32	Activités concernant le droit humanitaire, les principes de la Croix-Rouge et leur diffusion	11
4	Le CICR face à l'avenir.....	13
41	Evolution de la situation mondiale et rôle du CICR	13
42	Plan d'action à moyen terme du CICR	14
421	Objectifs du plan d'action	14
422	Nécessité de renforcer les structures permanentes du CICR	14
43	Répercussions financières du plan d'action du CICR	16
431	Distinction entre le budget ordinaire et les budgets extraordinaires	16
432	Prévisions concernant le budget ordinaire ...	17
5	Le financement des activités du CICR	18
51	Sources de financement	18
52	Rapport d'activité et contrôle financier	19
6	Soutien financier de la Confédération au CICR	19
61	Appui financier accordé jusqu'à présent par la Confédération	19
62	Augmentation de la contribution ordinaire de la Confédération	20
63	Abrogation de l'Arrêté fédéral de 1981 et limitation de la durée du nouvel Arrêté à quatre ans	22

7	Conséquences financières et effets sur l'état du personnel	22
71	Conséquences financières	22
72	Effets sur l'état du personnel	23
73	Conséquences pour les cantons et les communes	23
8	Grandes lignes de la politique gouvernementale	23
9	Constitutionnalité et forme juridique	23
	Projet d'arrêté fédéral concernant la contribution ordinaire de la Confédération du Comité international de la Croix-Rouge.	24
	Annexes	
1	Répartition analytique du budget ordinaire du CICR: prévisions pour 1984	25
2	Contributions en espèces des gouvernements au CICR en 1984	27
3	Contributions en espèces des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au CICR en 1984	29
4	Evolution des budgets ordinaire et extraordinaires du CICR et des contributions de la Confédération au CICR	31
5	Contributions de la Suisse aux budgets extraordinaires du CICR de 1980 à 1984	32

Botschaft
über den ordentlichen Bundesbeitrag
an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz

vom

Sehr geehrte Herren Präsidenten,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Wir unterbreiten Ihnen mit dem Antrag auf Zustimmung den Entwurf eines Bundesbeschlusses über den ordentlichen Bundesbeitrag an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz.

Mit vorliegender Botschaft beantragen wir Ihnen, diesen Beitrag für die Jahre 1986 und 1987 je auf 40 Millionen Franken, für die Jahre 1988 und 1989 je auf 45 Millionen Franken zu erhöhen.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Herren Präsidenten, sehr geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

In Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident: Furgler

Der Bundeskanzler: Buser

- 1 -

Botschaft
über den ordentlichen Bundesbeitrag
an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz
vom

Sehr geehrte Herren Präsidenten,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Wir unterbreiten Ihnen mit dem Antrag auf Zustimmung den Entwurf eines Bundesbeschlusses über den ordentlichen Bundesbeitrag an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz.

Mit vorliegender Botschaft beantragen wir Ihnen, diesen Beitrag für die Jahre 1986 und 1987 je auf 40 Millionen Franken, für die Jahre 1988 und 1989 je auf 45 Millionen Franken zu erhöhen.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Herren Präsidenten, sehr geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident: Furgler

Der Bundeskanzler: Buser

Uebersicht

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) ist eine neutrale und unabhängige humanitäre Institution, die ihre Tätigkeit hauptsächlich in Zeiten von Krieg, Bürgerkrieg oder inneren Unruhen ausübt. Es bemüht sich, jederzeit den militärischen und zivilen Opfern dieser Konflikte und ihrer Folgen Schutz und Beistand zukommen zu lassen.

Gestützt auf den Bundesbeschluss vom 1. Dezember 1981 (BBl 1981 II 1125) leistet der Bund derzeit an die Finanzierung der ständigen Aufgaben des IKRK einen jährlichen Beitrag von 20 Millionen Franken, gekürzt um 10 Prozent aufgrund des Bundesbeschlusses vom 20. Juni 1980 über die Herabsetzung von Bundesleistungen (SR 611.02).

Seit der Festsetzung dieses Beitrages haben die Aufgaben des Internationalen Komitees beträchtlich zugenommen, und die Zukunftsperspektiven zur Weltlage lassen eher eine Zunahme seiner Tätigkeiten annehmen. Unter diesen Voraussetzungen hat das IKRK einen mittelfristigen Plan erarbeitet, welcher insbesondere die Notwendigkeit unterstreicht, die Strukturen des Komitees auszubauen, was in seinem Finanzplan eine Erhöhung des ordentlichen Budgets auf 96,7 Millionen Franken im Jahre 1989 mit sich bringt.

Die wichtige und einmalige Rolle des IKRK, die Zunahme der Bedürfnisse, denen es gerecht werden muss, und die Notwendigkeit, seine ständige Struktur auszubauen, rechtfertigen eine substantielle Erhöhung des ordentlichen Bundesbeitrages. Auch lassen es unserer Ansicht nach die Parallelität der IKRK-Aufgaben und gewisse aussenpolitische Zielsetzungen der Schweiz sowie die besonderen Beziehungen des Komitees zu unserem Land weiterhin gerechtfertigt erscheinen, dass der Bund ungefähr die Hälfte des ordentlichen IKRK-Budgets zu seinen Lasten übernimmt. Dies entspricht einer Beteiligung, die Sie 1972 und 1981 als angemessen betrachtet haben. Wir beantragen Ihnen daher, den ordentlichen Bundesbeitrag an das IKRK auf 40 Millionen

Franken für die Jahre 1986 und 1987 und auf 45 Millionen Franken für die Jahre 1988 und 1989 zu erhöhen.

Die Bedürfnisse, denen das IKRK gerecht werden muss, veranlasst uns, schon für 1986 eine Erhöhung unseres Beitrags vorzuschlagen, ein Jahr vor dem Auslaufen des Bundesbeschlusses vom 1. Dezember 1981. Der neue Bundesbeschluss, den wir Ihnen zur Annahme unterbreiten, soll auf 1. Januar 1986 in Kraft treten und damit den früheren Bundesbeschluss aufheben.

Botschaft

1 Auftrag und Organisation des IKRK

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) ist im Jahre 1863 auf Initiative von Henry Dunant gegründet worden und steht am Ursprung der weltumspannenden Rotkreuzbewegung. Diese Bewegung umfasst heute 135 nationale Gesellschaften des Roten Kreuzes und des Roten Halbmondes, die Liga der Gesellschaften des Roten Kreuzes und des Roten Halbmondes, welche der Weltverband der nationalen Rotkreuzgesellschaften ist, und das IKRK.

Das IKRK ist eine humanitäre, neutrale und unabhängige Institution, die ihre Tätigkeit hauptsächlich in Zeiten von Krieg, Bürgerkrieg oder inneren Unruhen entfaltet. Die Liga ihrerseits koordiniert die Anstrengungen der Rotkreuzbewegung bei Naturkatastrophen in Friedenszeiten und hat namentlich die Aufgabe, die nationalen Gesellschaften zu fördern.

Als Rechtsgrundlage stützt sich das IKRK auf die Genfer Abkommen und deren Zusatzprotokolle ¹⁾ sowie auf seine Statuten und diejenigen des Internationalen Roten Kreuzes ²⁾, welche die Aufgabe des Schutzes und Beistands für die militärischen und zivilen Opfer bewaffneter Konflikte dem Komitee zuweisen. Zu den Schutzaufgaben gehören die Besuche, welche die IKRK-Delegierten bei Gefangenen am Ort ihrer Gefangenschaft, bei den Bewohnern von besetzten Gebieten und bei den Flüchtlingen in Konfliktzonen machen, um falls nö-

1) Bis zum heutigen Tag sind 161 Staaten den Genfer Abkommen von 1949 beigetreten, 49 dem Zusatzprotokoll I und 42 dem Zusatzprotokoll II von 1977.

2) Annahme und Revision der Statuten fallen in den Zuständigkeitsbereich der Rotkreuzkonferenzen, an denen die Unterzeichnerstaaten der Genfer Abkommen sowie die nationalen Rotkreuzgesellschaften teilnehmen.

tig, deren Lebensbedingungen zu verbessern. Wenn die Behandlung, die Verpflegung, die Unterbringung, die sanitärischen und Arbeitsbedingungen unbefriedigend sind, wird das IKRK beim Gewahrsamsstaat oder bei der Besatzungsmacht vorstellig, um die notwendigen Verbesserungen zu erwirken. Der vom IKRK gewährte Beistand umfasst sowohl Leistungen im medizinischen Bereich (Spitäler, Ambulatorien, Orthopädie- und Rehabilitationszentren für Kriegsversehrte, Medikamentenabgabe usw.) als auch andere Hilfeleistungen (Verteilung von Nahrungsmitteln, Kleidern, Decken, Zelten usw.). Zu den Aufgaben des IKRK gehört es zudem, Botschaften zwischen Gefangenen und ihren Familien zu übermitteln, Gefangenenlisten zu erstellen, die Vermissten zu suchen, getrennte Familien zusammenzuführen; alles Aufgaben, die durch den Zentralen Suchdienst des IKRK wahrgenommen werden.

In Ausübung des Initiativrechts, welches ihm anerkanntermassen zusteht (Artikel 3, gleichlautend in den vier Genfer Konventionen, und Artikel 6 der Statuten des Internationalen Roten Kreuzes), hat das IKRK seine humanitäre Tätigkeit auch auf Wirren und Spannungen ausdehnen können, welche keine Konflikte im Sinne der Genfer Abkommen darstellen. Als Beispiel ist hier insbesondere der Besuch politischer Gefangener zu erwähnen. Bei der Erfüllung seiner Aufgaben wird das IKRK häufig als neutraler Vermittler zwischen den Konfliktparteien zur Lösung humanitärer Probleme beigezogen (Waffenstillstandsverhandlungen zur Ermöglichung der Evakuierung von Verwundeten, der Verteilung von Hilfsgütern, der Heimschaffung oder des Austausches von Gefangenen, oder ähnlichem).

Nebst diesen operationellen Schutz- und Hilfsaktionen besteht die Aufgabe des IKRK auch darin, über die Einhaltung der Prinzipien des Roten Kreuzes zu wachen, zur Weiterentwicklung des internationalen humanitären Rechts beizutragen und es bei den Streitkräften, den Behörden und der Zivilbevölkerung aller Länder bekanntzumachen. Weitere Aufgaben wurden ihm durch die Genfer Konventionen und die Statuten des Internationalen Roten Kreuzes überbunden, wie beispielsweise die Anerkennung neuer nationaler Rotkreuzgesellschaften, oder auch die Entgegennahme aller Klagen betreffend behauptete Verletzungen der humanitären Konventionen.

In institutioneller Hinsicht ist das IKRK ein Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuches mit Sitz in Genf. Die Leitung des IKRK obliegt der Versammlung der Mitglieder des Komitees, welches sich aus höchstens 25 Personen zusammensetzt. Die Rolle der Versammlung ist es, die Doktrin und die allgemeine Politik des IKRK festzulegen und die Gesamtheit der Tätigkeiten des IKRK zu überwachen. Sie bezeichnet aus dem Kreis ihrer Mitglieder den Exekutivrat, dem die allgemeine Geschäftsführung obliegt. Mit der Ausführung dieser Tätigkeit ist die Direktion beauftragt. Für seine Einsätze in Krisengebieten verfügt das IKRK über Delegationen, in denen Delegierte, medizinisches und technisches Personal sowie Lokalangestellte arbeiten. Die meisten dieser Personen arbeiten nur temporär für das IKRK. Dies zwingt das IKRK, pro Jahr im Durchschnitt namentlich etwa hundert Delegierte für Einsätze von ungefähr zwei Jahren anzustellen.

2 Die Schweiz und das IKRK

Die engen Bande, die zwischen der Schweiz und dem IKRK bestehen, reichen bis zu den Anfängen dieser Organisation zurück. Als Verein schweizerischen Rechts errichtet, wählt diese Institution ausschliesslich Schweizerbürger zu ihren Mitgliedern. Schweizerischer Staatsangehörigkeit sind nicht nur die Mitglieder der Versammlung des Komitees, sondern auch die Kader und beinahe die Gesamtheit der Mitarbeiter am Sitz in Genf sowie alle Delegierten im Felde. Die Erfahrung hat gezeigt, dass dieser mononationale Charakter in einem grossen Masse dazu beiträgt, die Neutralität, die Unparteilichkeit und die Unabhängigkeit der humanitären Tätigkeit des IKRK zu garantieren.

Es besteht überdies eine geistige Verwandtschaft zwischen dem IKRK und unserem Land, stimmen doch die Zielsetzungen des IKRK mit einer der Hauptausrichtungen der schweizerischen Aussenpolitik überein. Die Schutz- und Hilfsaktionen

des Komitees entsprechen unmittelbar der humanitären Tradition unseres Landes. Dies schafft zusammen mit der schweizerischen Neutralität wohl einmalige Bedingungen für das Wirken des Komitees.

Die ständigen Bemühungen des IKRK um die Weiterentwicklung und Verbreitung des Kriegsvölkerrechts zielen in die gleiche Richtung wie die Anstrengungen der Schweiz, das internationale Recht zu stärken, dessen Einhaltung für Kleinstaaten wie die Schweiz von besonderer Bedeutung ist. Es sei ausserdem erwähnt, dass die Schweiz Depositarstaat der Genfer Abkommen ist und seit 1864 alle diplomatischen Konferenzen zur Ausarbeitung und Weiterentwicklung dieser Konventionen auf Initiative und unter dem Vorsitz unseres Landes in Genf stattgefunden haben. Dadurch ist unserem Land auf dem Gebiet des humanitären Völkerrechts eine besondere Rolle zugefallen.

Das Interesse, das die Schweiz den Aufgaben des IKRK entgegenbringt, kommt in den Botschaften zum Ausdruck, die der Bundesrat 1967, 1971 und 1981 (BBl 1968 I 141, BBl 1971 II 961 BBl 1981 II 1039) an Sie richtete und worin er seinen Willen unterstrich, im Rahmen seiner Möglichkeiten das Komitee zu unterstützen. Diese Unterstützung kommt u.a. in der rund hälftigen Finanzierung des ordentlichen Budgets dieser Institution zum Ausdruck. Dieser substanzielle Beitrag bezweckt, dem IKRK eine gewisse finanzielle Basis zu geben und zur Erhaltung seiner Unabhängigkeit beizutragen.

3 Erweiterung der IKRK-Aufgaben seit 1980

31 Operationelle Tätigkeiten

Seit 1980 sind Zahl und Bedeutung der Konflikte, in denen sich das IKRK engagierte, beachtlich gestiegen. Gegenwärtig ist eine Zunahme von Konflikten kleinerer und mittlerer Tragweite zu verzeichnen, die wegen der gefechts- und waffentechnischen Entwicklung häufig - insbesondere für die Zivilbevölkerung - mörderischer geworden sind und länger

dauern als früher. Geändert hat sich auch die Art der Konflikte, welche sich, wie im Libanon oder im Tschad, durch den Wechsel von Krisenperioden und Perioden relativer Ruhe kennzeichnen, wobei auch in den Ruhephasen die Probleme von Gefangenen, von schweren Kriegsverletzten, Vertriebenen und von getrennten Familien weiterbestehen. Da sich die Mehrzahl dieser Konflikte in Ländern der Dritten Welt abspielen, ist das IKRK überdies gezwungen, sich ebenfalls mit sanitärischen, epidemiologischen und Trinkwasserversorgungsproblemen sowie allgemeinen Gesundheits- und Ernährungsfragen zu beschäftigen. Häufig verschärfen sich diese Probleme noch durch Dürrekatastrophen und Hungersnöte. So sind in Aethiopien und Angola, wie auch in der Kampuchea-Thailand-Aktion, Operationen von grossem Ausmass notwendig geworden.

Die erwähnten Faktoren haben dazu geführt, dass das IKRK im operationellen Bereich wesentlich aktiver werden musste. Diese Institution war noch nie gleichzeitig an so vielen Fronten engagiert wie in den letzten paar Jahren. Wie der nachfolgenden Tabelle entnommen werden kann, war sie 1984 in 86 Ländern aktiv, wobei die Zahl der ortsfesten Delegationen 37 betrug, zu denen noch 15 Unter-Delegationen zu zählen sind. In Genf beschäftigte das IKRK (Stand Ende 1984) 533 Personen, von denen jedoch etwa die Hälfte direkt für die Feldarbeit tätig waren und manchmal mehrmals im Jahr ins Feld geschickt wurden. Der Bestand im Felde betrug 455 Personen, zu denen noch 1500 Lokalangestellte kamen. Zu erwähnen ist, dass ein Teil der im Feld arbeitenden Personen, insbesondere das medizinische Personal, durch verschiedene nationale Rotkreuz-Gesellschaften und andere Hilfswerke (zu denen auch das Schweizerische Katastrophenhilfskorps gehört) zur Verfügung gestellt werden.

Zunahme der operationellen Tätigkeiten des IKRK zwischen 1980 und 1984

	1980	1984		
1. Infrastruktur				
a) Mitarbieter am Sitz (Genf)	386	533		
b) Mitarbeiter im Felde:				
- Total (ohne Lokalangestellte), davon	467	455		
- Delegierte und IKRK-Personal	258	392		
- von nationalen Rotkreuzgesell- schaften und anderen Hilfswerken zur Verfügung gestelltes Personal	209 ¹⁾	63		
- Lokalangestellte	500	1500		
c) Länder, in denen das IKRK Einsätze durchführte, und Anzahl Delegationen:	Länder	Deleg.	Länder	Deleg.
- Afrika	19	11	34	13
- Lateinamerika	15	4	23	8
- Asien	8	7	19	7
- Europa und Nordamerika	1	1	2	2
- Mittlerer und Naher Osten	8	7	8	7
- Total	51	30	86	37
2. Schutz- und Hilfsaktionen				
a) - Besuchte Kriegs- und Zivilgefangene	42'800	58'200		
- Besuchte Haftstätten	400	710		
- Länder, in denen diese Besuche stattfanden	27	36		
b) Wert der verteilten Hilfsgüter	53 Mio. Fr.	80 Mio. Fr.		
c) Verteilte Medikamente und medizini- sches Material	16,2 Mio. Fr.	19,7 Mio. Fr.		
d) Zentraler Suchdienst:				
- Weitergeleitete Familienbotschaf- ten	1'015'000	2'042'000		
- Eingegangene Gesuche betreffend Vermisstennachforschungen, Fami- lienzusammenführungen, Auswande- rung, Unterstützung usw.	65'000	77'000		
- Geklärte Fälle von Ver- missten	17'000	24'422		
- Ausstellung von Reisedokumenten	1'007	1'900		
3. Budgets				
- Ordentliches Budget	36,2 Mio. Fr.	61,2 Mio. Fr.		
- Ausserordentliche Budgets	106 Mio. Fr.	330 Mio. Fr.		
1) Der grosse Bestand des Personals, welches dem IKRK 1980 von den natio- nalen Rotkreuzgesellschaften und anderen Organisationen zur Verfügung gestellt wurde, ist auf die ausserordentlich umfangreiche Aktion des IKRK in Kampuchea und Thailand zurückzuführen.				

Die Tätigkeiten des IKRK sind in seinen jährlichen Tätigkeitsberichten und Periodika detailliert beschrieben. Von den wichtigsten Aktionen der letzten Jahre seien die folgenden speziell erwähnt:

- In Afrika: Einsätze in Angola, Aethiopien, Sudan und im Tschad, in Regionen also, in denen zu den Folgen der Konflikte noch Naturkatastrophen mit sehr weitreichenden Auswirkungen kamen (beispielsweise Dürrekatastrophen mit anschliessender Hungersnot).
- Im Mittleren und Nahen Osten: Der Einsatz des IKRK im Krieg Iran-Irak, einem Konflikt klassischen Typs von langer Dauer, war einer der bedeutendsten der letzten Jahre trotz den Schwierigkeiten, denen das IKRK dort begegnet. 1984 konnten die IKRK-Delegierten über 38'000 Kriegsgefangene besuchen. Auch im Libanon wurden wichtige Aktionen durchgeführt. Das IKRK spielte beispielsweise durch eine Austauschaktion eine entscheidende Rolle bei der Freilassung von über 4000 Palästinensern und Libanesen, welche von den Israeli im Lager von Ansar im Süd-Libanon gefangengehalten wurden. Es sei auch erwähnt, dass die Tätigkeiten in Israel und in den von Israel besetzten Gebieten zugunsten der Zivilbevölkerung, von Internierten und Gefangenen heute zu permanenten Aufgaben des IKRK geworden sind.
- In Asien: Der Einsatz des IKRK in Kampuchea und Thailand, der seinen Höhepunkt 1979/80 erreichte, wird allein schon wegen der bedeutenden Folgewirkungen des Konflikts, aber auch wegen der weiter andauernden Feindseligkeiten noch während längerer Zeit notwendig sein. Im Zusammenhang mit dem Afghanistan-Konflikt verstärkte das IKRK im weitem seine medizinischen Hilfeleistungen im pakistanischen Grenzgebiet zugunsten afghanischer Verwundeter. Und auch auf den Philippinen musste das IKRK seine Schutzaktionen ausbauen.

- In Lateinamerika: Hier waren umfangreiche Tätigkeiten zugunsten politischer Gefangener zu verzeichnen, namentlich in Chile, Peru und Uruguay. In El Salvador und Nicaragua musste das IKRK sein Dispositiv verstärken und seine Aktivitäten ausdehnen. Erwähnenswert sind auch die relativ punktuellen Einsätze im Falkland-Konflikt und auf Grenada.
- In Europa: Die Ereignisse in Polen veranlassten das IKRK, getragen von einer grossen internationalen Solidarität, eine bedeutende Hilfs- und Schutzaktion durchzuführen, die heute abgeschlossen ist.

Im weitern gilt es zu unterstreichen, dass das IKRK seine Aktivitäten zugunsten der politischen Gefangenen erhöht hat. 1984 haben seine Delegierten insgesamt über 58'000 Gefangene in 710 Haftstätten - verteilt auf 36 Länder - besucht. 40'000 waren Kriegsgefangene, 18'000 politische Häftlinge oder Sicherheitsgefangene. Seit dem Ende des zweiten Weltkrieges waren mehr als die Hälfte der Staaten der Welt zum einen oder anderen Zeitpunkt bereit, ihre Gefängnisse dem IKRK zu öffnen.

Im Bereich der Hilfeleistungen haben die riesigen Bedürfnisse, denen sich das IKRK gegenübergestellt sieht, das Komitee dazu geführt, seine Zusammenarbeit mit anderen Institutionen, insbesondere mit der UNO und ihren Spezialorganisationen, zu verstärken. Als Beispiel kann die Zusammenarbeit erwähnt werden zwischen dem IKRK, dem UNICEF, dem HCR, dem PAM und anderen Organisationen im Rahmen der Kampuchea-Thailand-Aktion, um eine bessere Aufgabenteilung zu gewährleisten und sowohl Konkurrenzverhalten als auch Doppelspurigkeiten zu vermeiden.

Neben den obenerwähnten Schutz- und Hilfsmassnahmen seien auch die Leistungen des Zentralen Suchdienstes erwähnt, der allein 1984 u.a. über 2 Millionen Familienbotschaften übermittelte, 43'900 Nachforschungen nach Vermissten einleitete - wovon 25'422 Fälle gelöst werden konnten - und 1'900 Reisedokumente ausgab.

Insgesamt sind in den letzten Jahren sicher mehrere Millionen Personen auf die eine oder andere Weise in den Genuss der Hilfe des IKRK gekommen.

32 Aufgaben hinsichtlich des humanitären Völkerrechts, der Prinzipien des Roten Kreuzes und deren Verbreitung

Dieser zweite wichtige Teil der Tätigkeit des IKRK ergänzt die oben beschriebenen operationellen Aktivitäten. Das Hauptanliegen des IKRK auf diesem Gebiet besteht darin, die praktische Anwendung und Achtung des bestehenden humanitären Völkerrechts (Genfer Konventionen von 1949, Zusatzprotokolle von 1977) zu erreichen. Diese vorrangige und schwierige Aufgabe, zu deren Realisierung sowohl das Personal am Sitz als auch die Delegierten im Felde beitragen, betrifft direkt auch alle Vertragsstaaten der Genfer Konventionen, da sie sich mit deren Ratifizierung verpflichtet haben, die Abkommen einzuhalten und dafür zu sorgen, dass sie auch von den anderen Vertragsparteien eingehalten werden (Artikel 1 aller vier Abkommen).

In diesem Zusammenhang unternimmt das IKRK - wie auch unser Land - bedeutende Anstrengungen, um die Zahl der Ratifikationen der Zusatzprotokolle von 1977 zu erhöhen, deren primäre Ziele es bekanntlich sind, den Schutz des Individuums und der Zivilbevölkerung im Fall von bewaffneten Konflikten zu verbessern und gewisse Regeln der Kriegsführung zu präzisieren.

Der Rückfluss von Informationen aus der täglichen Erfahrung der Delegierten im Felde ermöglicht es den Diensten, die mit der Durchsetzung und Weiterentwicklung des humanitären Rechts beauftragt sind, in direkter Berührung mit der Entwicklung der Kriegswirklichkeit zu stehen. So war es dem IKRK möglich, den Entwurf der Zusatzprotokolle zu den Genfer

Konventionen vorzubereiten. Derzeit bearbeitet es verschiedene Fragen, die von diesen Protokollen nicht berührt wurden und versucht, gewisse Bestimmungen der technologischen Entwicklung anzupassen.

Der Verbreitung des humanitären Rechts und der Prinzipien des Roten Kreuzes kommt heute eine erhöhte Bedeutung zu. Das IKRK ist zur Zeit hauptsächlich in Ländern der Dritten Welt tätig, wo die Genfer Konventionen, namentlich aus historischen Gründen, häufig weniger bekannt sind. Die Erfahrung hat gezeigt, wie wichtig die Verbreitung des humanitären Rechts ist, damit das IKRK verstanden und zugelassen wird und ungehindert im Felde arbeiten kann. Das IKRK hat zum Beispiel im Iran-Irak-Konflikt festgestellt wie hinderlich es war, dass die Konfliktparteien seine Rolle und seinen Einsatz nur ungenügend kannten, was ihm zu Beginn der Aktion den Zugang zu den Opfern stark erschwerte.

Davon abgesehen haben gewisse nationale Gesellschaften, im Zuge der zunehmenden Sensibilisierung für die Probleme des Friedens und der Abrüstung, die Rotkreuzbewegung veranlasst, sich aktiver mit diesen Fragen zu beschäftigen. Im Rahmen des allgemeinen Auftrags des IKRK, die Grundsätze des Roten Kreuzes aufrechtzuerhalten, hat das Komitee deshalb auch auf diesem Gebiet eine wichtiger werdende Rolle übernehmen müssen. Dies war zum Beispiel an der Weltkonferenz des Roten Kreuzes über den Frieden der Fall, die im September 1984 in Aaland, Finnland, stattgefunden hat. Dies hat das Komitee namentlich gezwungen, ausführlich zu erläutern, dass sein spezifischer Beitrag zum Frieden in seinen verschiedenen Aktivitäten zu sehen ist.

Schliesslich sei noch erwähnt, dass sich über die Jahre hinweg auch die Beziehungen des IKRK zu anderen Organisationen, insbesondere zur UNO, im Bereich der Weiterentwicklung des Völkerrechts intensiviert haben. In dieser Hinsicht sei festgehalten, dass der UNO-Generalsekretär bei gewissen Konflikten das IKRK aktiv unterstützt hat, namentlich durch Appelle an die Konfliktparteien, das humanitäre Völkerrecht anzuwenden. Auf allgemeinerer Ebene ist im weiteren anzu-

führen, dass sich das IKRK für die Entwürfe einer 'Neuen internationalen humanitären Ordnung' interessiert, welche im Jahre 1981 in den Vereinten Nationen vorgelegt wurde und im Rahmen der 'Unabhängigen Kommission über die internationalen humanitären Fragen' behandelt wird.

4 Zukunftsperspektiven des IKRK

41 Die Entwicklung der Weltlage und die Rolle des IKRK

Wie wir gesehen haben, ist die Zunahme der IKRK-Tätigkeiten vor allem als Folge häufigerer, längerer und vielfach auch mörderischeren Konflikten zu verstehen. Diese Konflikte werden oft noch verschärft durch das Bevölkerungswachstum in der Dritten Welt und das dadurch bedingte Absinken des Lebensniveaus sowie durch die Ausweitung der Wüsten und den Hunger. Eine realistische Lagebeurteilung gestattet es leider nicht, für die nächsten Jahre eine Abnahme der Konflikte und der damit verbundenen Folgen zu prognostizieren.

Diese Aussichten, wie auch die bedeutenden Schwierigkeiten, denen die Durchsetzung und Anwendung des internationalen humanitären Rechts begegnet, lassen demnach kein Abflauen der IKRK-Tätigkeiten voraussehen. Zwar kann das Rote Kreuz nicht alles Elend dieser Welt allein lindern. Die Bedürfnisse sind unermesslich, und zahlreiche öffentliche und private, nationale und internationale Werke leisten eine beachtliche Arbeit in diesem Bereich. Aber für bewaffnete Konflikte, für Bürgerkriege oder für den Schutz und Beistand zugunsten politischer Gefangener ist das IKRK oft die einzige Institution, welche mit einiger Aussicht auf Erfolg wirksam intervenieren und den Zugang zu allen Kategorien von Opfern und allen Parteien verlangen kann.

42 Mittelfristiger Plan für die IKRK-Tätigkeiten421 Zielsetzung des Plans

Angesichts des sehr schnellen Wachstums der Tätigkeiten des IKRK hat es Grundsatzüberlegungen bezüglich seiner Zukunftsaussichten, seiner Arbeitsmethoden und seiner Strukturen angestellt. Das Resultat liegt in Form eines Aktionsplans vor, welcher dem IKRK für seine humanitäre Politik mittelfristig die benötigten Mittel verschaffen soll. Er zielt darauf,

- dem IKRK diejenigen Finanzen sicherzustellen, die es für die Weiterführung seiner Verpflichtungen während der nächsten Jahre braucht,
- ihm eine Infrastruktur und ein Kader zu geben, die für seine Aktionen eine effiziente und rationelle Geschäftsführung gewährleisten,
- und es dem Komitee zu ermöglichen, künftig sein Wachstum besser unter Kontrolle zu haben.

Hin und her gerissen zwischen der Unermesslichkeit der Bedürfnisse, mit denen es konfrontiert ist, und der Notwendigkeit, eine effiziente Organisation zu bleiben, wünscht das IKRK sich eine humane Dimension zu bewahren und sein Wachstum in einem vernünftigen Rahmen zu halten.

422 Notwendigkeit eines Ausbaus der ständigen IKRK-Struktur

Die Zunahme der IKRK-Tätigkeiten bedingt einen bedeutenden Ausbau seiner ständigen Strukturen. Wenn das IKRK in einem Konflikt tätig wird, erlässt es einen internationalen Spendenaufruf, rekrutiert das notwendige Personal und kauft - oder erhält - Lebensmittel, Medikamente und andere dringende Hilfsgüter, um den Opfern Beistand leisten zu können.

Vorbereitet, organisiert und geleitet wird die Aktion dabei durch das ständige Personal des IKRK, welches zudem an Ort und Stelle den eingesetzten Delegierten und Lokalangestellten vorzustehen hat. Da nun schon heute der Bestand an ständigem Personal ungenügend ist, muss das IKRK diese Aufgaben häufig temporär arbeitenden Delegierten übertragen.

Um seinem Auftrag vollumfänglich gerecht werden zu können, sollte somit das IKRK über mehr ständiges Personal verfügen, welches das Internationale Komitee und seine Ziele und Arbeitsmethoden gut kennt und welches auch zu Beginn einer neuen Aktion rasch einsatzbereit und versetzbar ist. Die Durchführung dringender humanitärer Aktionen, ja schon die Verteilung von Lebensmitteln an Hunderttausende von Leuten in Gegenden, die oft kaum über Kommunikations- und Transportmittel verfügen, sowie der Besuch von Kriegsgefangenen und politischen Häftlingen können nicht einfach improvisiert werden, sondern müssen erfahrenen Berufsleuten anvertraut werden. Zahlenmässig bedeutendere Kader sind zudem nötig, wenn vermehrt Mittel und Personal der nationalen Gesellschaften des Roten Kreuzes und des Roten Halbmondes zugezogen werden sollen.

Das IKRK braucht aber auch erfahrene und geschulte Leute, um in der ganzen Welt die Verbreitung des humanitären Rechts und die Kenntnisse über das IKRK, seine Ziele und Aufgaben voranzutreiben. Dies ist unabdingbares Erfordernis, wenn man will, dass das humanitäre Recht stärker respektiert wird und die Rolle des Komitees besser bekannt wird, damit es die Unterstützung findet, die Voraussetzung für sein Tätigwerden ist.

Ein Ausbau des ständigen Personals am Sitz ist noch aus einem anderen Grund von Nöten: Während eine Anzahl von Organisations- und Führungsaufgaben, die sich im Zusammenhang mit bestimmten Aktionen stellten, lange Zeit durch nicht-ständiges Personal wahrgenommen werden konnten, müssen sie heute ihrer Häufigkeit, Dauer und ihres zunehmenden Umfangs wegen den permanenten Aufgaben zugerechnet werden.

Der Wunsch nach einem Ausbau der Strukturen des IKRK geht einher mit dem Willen zur Rationalisierung der Arbeit der Organisation und zur Effizienzsteigerung: Investitionen im Bereich der elektronischen Datenverarbeitung und der Büroautomation werden unumgänglich sein. Daneben wird auch die Rekrutierung und Ausbildung temporärer Delegierter verstärkt werden müssen.

Schliesslich sind die Sicherheitsmassnahmen für den Felddienst zu verbessern. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass seit 1975 vier Delegierte des IKRK und ungefähr dreissig Lokalangestellte in Ausübung ihrer Tätigkeit den Tod fanden und zahlreiche Unfälle zu verzeichnen waren (Minenexplosionen, Schuss- oder Splitterverletzungen, verschiedene Fälle von Gewaltanwendung und Bedrohung usw.).

43 Finanzielle Auswirkungen des mittelfristigen Plans für die IKRK-Tätigkeiten

431 Unterscheidung zwischen dem ordentlichen Budget und den ausserordentlichen Budgets

Der Hauptteil der direkten IKRK-Feldeinsätze wird zu Lasten ausserordentlicher Budgets des Komitees finanziert, die in Beantwortung von Spendenaufrufen von Fall zu Fall durch Geld- oder Naturalleistungen (Hilfsgüter, Nahrungsmittel, Transportleistungen, Zurverfügungstellung von Personal usw.) gespeisen werden (Libanon, El Salvador, Kampuchea-Thailand, Aethiopien usw.). Im Jahre 1984 beliefen sich diese ausserordentlichen Budgets insgesamt auf rund 330 Millionen Franken. Wenn die Spendenaufrufe des IKRK nicht ausreichende Mittel für eine bestimmte Aktion, bzw. für das entsprechende ausserordentliche Budget mobilisieren können, muss das Komitee seine Aktion reduzieren oder abbrechen oder aber die überschüssenden Kosten zu Lasten des ordentlichen Budgets verbuchen.

Demgegenüber werden die Daueraufgaben des IKRK, insbesondere seine ständige Struktur, d.h. sein Verwaltungsapparat und seine ständigen Delegierten in Genf wie im Felde, aus dem ordentlichen Budget finanziert. Zu diesen ständigen Aufgaben gehört der Betrieb des Zentralen Suchdienstes, die Weiterentwicklung und Verbreitung des internationalen humanitären Rechts sowie langdauernde Schutz- und Hilfsaktionen (wie beispielsweise der Besuch von politischen Häftlingen oder die mit dem israelisch-arabischen Konflikt zusammenhängende Aktion). Im Jahre 1984 bezifferte sich das ordentliche Budget des IKRK auf 61,2 Millionen Franken. (vgl. dazu Anhang 1: Aufschlüsselung des ordentlichen Budgets nach Aufgabengebieten; Kostenvoraussagen für 1984).

432 Vorschau über die weitere Entwicklung des ordentlichen Budgets

Um seine Planziele verwirklichen und insbesondere seine ständige Struktur schrittweise ausbauen zu können, schätzt das IKRK den Minimalbedarf für sein ordentliches Budget während der kommenden fünf Jahre auf:

64,9 Millionen Franken im Jahre 1985
 73,2 Millionen Franken im Jahre 1986
 81,4 Millionen Franken im Jahre 1987
 90,1 Millionen Franken im Jahre 1988
 96,7 Millionen Franken im Jahre 1989

Dieser Finanzplan deckt im besonderen eine Zunahme des Personalbestandes um 2,6 Prozent jährlich, die Wiedereingliederung von 60 ständigen Stellen, die derzeit aus Mitteln der ausserordentlichen Budgets bestritten werden, Investitionen im Bereich der elektronischen Datenverarbeitung und der Büroautomation sowie inflationsbedingte Kostensteigerungen.

Der Finanzplan geht von einer gemässigten Entwicklung der IKRK-Tätigkeiten aus, deckt aber eine gewisse Anzahl anderer Aufgaben nicht, die sich im Bereich der Verbreitung und Durchsetzung des internationalen humanitären Rechts und der Einsatzbereitschaft für Krisensituationen als notwendig erweisen könnten. Das IKRK hat aber auch eine Budgetvorschau mit höheren Beträgen ausgearbeitet, die diese zusätzlichen Tätigkeiten sowie ein vermehrtes Engagement, das die Entwicklung der Weltlage allenfalls erfordern könnte, einschliessen. Allerdings würde das IKRK diese zusätzlichen Leistungen nur in dem Umfang erbringen, als es andere Finanzierungsquellen erlauben würden.

5 Die Finanzierung der IKRK-Tätigkeiten

51 Einnahmequellen

Wegen des besonderen Statuts des IKRK, und im Gegensatz zu vielen anderen internationalen Organisationen, werden seine Tätigkeiten nicht mit obligatorischen Beiträgen finanziert. Für die Bestreitung seiner Ausgaben stützt es sich vorwiegend auf die folgenden drei Einnahmequellen:

- Beiträge der Vertragsstaaten der Genfer Abkommen (Verzeichnis der Geldbeiträge für das Jahr 1984 im Anhang 2).
- Beteiligung der nationalen Rotkreuzgesellschaften (Verzeichnis der Geldbeiträge für das Jahr 1984 in Anhang 3).
- Verschiedene Spenden, Fonds, Legate und deren Einkünfte.

Diese Einnahmequellen speisen einerseits das ordentliche Budget des IKRK, hauptsächlich in Form von jährlichen Beiträgen (aus Regierungsbeiträgen werden rund 70 Prozent des ordentlichen Budgets gedeckt), andererseits die ausserordentlichen Budgets in Form von besonderen Geld- oder Naturalleistungen, die bei Hilfsappellen zugunsten bestimmter Aktionen oder Konflikte eingehen.

Da es für die meisten Regierungen weniger schwierig ist, finanzielle Beiträge an dringliche und zeitlich beschränkte Aktionen zu leisten als die ständigen Aufgaben oder Aktionen von langer Dauer mitzufinanzieren, erhält das IKRK im allgemeinen leichter die notwendigen Beiträge zur Speisung seiner ausserordentlichen Budgets als zur Finanzierung seines ordentlichen Budgets.

52 Tätigkeitsbericht und Finanzkontrolle

Das IKRK veröffentlicht regelmässig Informationen über seine Aktivitäten, insbesondere in seinem jährlich erscheinenden Tätigkeitsbericht und in seinen Lageberichten zu bestimmten Aktionen. Die jährliche Prüfung der Rechnung des ordentlichen Budgets ist schweizerischen Treuhändern übertragen. Die ausserordentlichen Budgets sind im übrigen Gegenstand der Kontrolle durch eine ausländische Treuhandgesellschaft. Neben diesen externen Prüfungen verfügt das IKRK für die Geschäftsführung zudem über ein internes Kontrollorgan.

6 Bundesbeiträge an das IKRK

61 Die bisherigen Leistungen des Bundes

In unseren beiden letzten Botschaften über Bundesbeiträge an das IKRK (BB1 1971 II 961, BB1 1981 II 1039) haben wir eine Uebersicht über die finanziellen Leistungen des Bundes seit unserer ersten Zuwendung gegeben.

Von 1972 bis 1981 liess der Bund dem IKRK jährliche Beiträge in der Höhe von 12,5 Millionen Franken zukommen, welche ab 1982 auf 20 Millionen Franken erhöht wurden. Diese Beiträge mussten allerdings ab 1981 aufgrund des Bundesbeschlusses vom 20. Juni 1980 über die Herabsetzung von Bundesleistungen (SR 611.02) um 10 Prozent gekürzt werden. Diese jährlichen Beiträge, ordentliche Bundesbeiträge genannt, speisen das ordentliche Budget des IKRK und tragen zur Finanzierung der zu dessen Lasten gehenden Tätigkeiten bei (siehe Anhang 1). Darüber hinaus bezahlt der Bund aus dem Rahmenkredit für

humanitäre Hilfe ausserordentliche Geld- und Naturalleistungen für bestimmte Hilfs- und Schutzaktionen (zugunsten der ausserordentlichen Budgets des IKRK), welche 1984 21,4 Millionen Franken betragen, sowie - seit 1979 - einen jährlichen Bundesbeitrag von 2 Millionen Franken zugunsten der politischen Gefangenen (siehe Anhänge 4 und 5).

Schliesslich ist zu erwähnen, dass die Eidgenossenschaft dem IKRK 1980 ein neues Gebäude mitsamt Ausrüstung und Möblierung im Wert von 15 Millionen Franken geschenkt hat, das den Zentralen Suchdienst beherbergt (Bundesbeschluss vom 9. Oktober 1980, BBl 1980 III 707).

62 Erhöhung des ordentlichen Beitrags

Die Bedeutung der Aufgaben des IKRK auf internationaler Ebene und seine engen Bande mit unserem Land brachten uns schon vor einiger Zeit zur Ueberzeugung, dass der Bund ungefähr die Hälfte des ordentlichen IKRK-Budgets zu seinen Lasten übernehmen sollte. Dieses Beitragsverhältnis, das Sie in den Jahren 1972 und 1981 für richtig befunden haben, scheint uns auch heute noch angemessen und notwendig.

Wir sind der Ansicht, dass der Ausbau der ständigen Strukturen, den das IKRK in seinem Finanzplan vorsieht und der eine Erhöhung seines ordentlichen Budgets auf 96,7 Millionen Franken im Jahre 1989 mit sich bringt (vgl. Ziffer 432), notwendig ist, wenn das Komitee mit wirksamen Mitteln der Entwicklung der Lage gerecht werden und seine wichtigen Aufgaben weiterhin wahrnehmen können soll.

Aus diesen Gründen beantragen wir Ihnen, ab 1986 unseren Beitrag an das ordentliche IKRK-Budget bedeutend zu erhöhen und für die Jahre 1986 und 1987 je 40 Millionen Franken, für die Jahre 1988 und 1989 je 45 Millionen Franken als ordentlichen Beitrag vorzusehen. Diese Beträge würden auch unsere Beteiligung an den Hilfsprogrammen zugunsten der politischen Gefangenen einschliessen, die ja nunmehr den ständigen Aufgaben des IKRK zuzurechnen sind.

Im übrigen würden wir auch weiterhin bestimmte Schutz- und Hilfsaktionen, für die das IKRK Spendenaufrufe erlässt, zu Lasten des Rahmenkredits für humanitäre Hilfe unterstützen, den wir Ihnen mit Botschaft vom 21. November 1984 (BB1 1985 I ...) beantragt haben.

Die Erhöhung unseres ordentlichen Beitrags rechtfertigt sich, wie weiter oben gezeigt, durch die Notwendigkeit, dem IKRK die Wahrnehmung seiner Schutz- und Hilfstätigkeit zu ermöglichen. Dank unserem substanziellen Beitrag wird das IKRK den Ausbau seiner Strukturen besser planen können. Nicht zuletzt soll er dem IKRK auch eine gewisse finanzielle Grundlage garantieren und zur Aufrechterhaltung seiner Unabhängigkeit beitragen.

Schliesslich sollte diese bedeutende Beitragserhöhung eine gewisse Signalwirkung haben und es möglich machen, dass das IKRK rascher auch von anderen Regierungen höhere Beiträge erhält.

Die humanitäre Rolle des IKRK, seine Neutralität, seine Unabhängigkeit, Unparteilichkeit, Diskretion und Effizienz wie auch die ihm von der internationalen Gemeinschaft übertragenen Aufgaben machen aus ihm eine einmalige und unersetzliche Institution. Diese aussergewöhnliche Lage des IKRK, der Umfang der Bedürfnisse, denen es nachkommen muss, wie auch die besonderen Beziehungen unseres Landes mit dem Internationalen Komitee rechtfertigen die zusätzlichen finanziellen Anstrengungen, die wir Ihnen zur Genehmigung unterbreiten.

63

Aufhebung des Bundesbeschlusses von 1981 und
zeitliche Befristung des neuen Beschlusses
auf vier Jahre

In unserer Botschaft vom 27. Mai 1981 (BB1 1981 II 1039) kündigten wir an, dass wir nach relativ kurzer Zeit gezwungen sein würden zu überprüfen, ob unser Beitrag angepasst werden sollte.

Aus diesem Grunde hatten wir den Bundesbeschluss vom 1. Dezember 1981 zeitlich auf fünf Jahre befristet. Die sehr rasche Zunahme der Aufgaben des IKRK und seine daraus entstehenden zusätzlichen Finanzbedürfnisse zwingen uns, Ihnen diese Botschaft ein Jahr früher als vorgesehen vorzulegen und Ihnen zu beantragen, unseren ordentlichen Beitrag an das Komitee ab 1986 zu erhöhen. Der Entwurf des Bundesbeschlusses, den wir Ihnen zur Genehmigung unterbreiten, ersetzt folglich ab 1. Januar 1986 den Bundesbeschluss vom 1. Dezember 1981, der aufgehoben wird. In Anbetracht der bisherigen Erfahrungen, aber auch der raschen Entwicklung der internationalen Lage und der Bedürfnisse, denen das IKRK gerecht werden muss, beantragen wir Ihnen, den neuen Beschluss auf vier Jahre zu befristen.

7 Auswirkungen auf Finanzen und Personalbestand

71 Finanzielle Auswirkungen

Für den Finanzhaushalt des Bundes bedeutet der Antrag, den wir Ihnen unterbreiten, eine Erhöhung unseres ordentlichen Beitrags an das IKRK von gegenwärtig 20 Millionen Franken jährlich (abzüglich der linearen Kürzung um 10 Prozent, dem dieser Beitrag untersteht) auf 40 Millionen Franken jährlich für die Jahre 1986 und 1987 und auf 45 Millionen Franken jährlich für die Jahre 1988 und 1989.

Diese Erhöhung wird für den Bund keine zusätzlichen Lasten gegenüber den Voraussagen des Finanzplans mit sich bringen, denn die Beiträge an das IKRK sind im Gesamtbetrag eingeschlossen, der für die öffentliche Entwicklungshilfe vorgesehen ist.

72 Auswirkungen auf den Personalbestand

Der Antrag, den wir Ihnen unterbreiten, hat keine Auswirkungen auf den Personalbestand des Bundes.

73 Auswirkungen für die Kantone und Gemeinden

Der Antrag, den wir Ihnen unterbreiten, hat keine Auswirkungen auf die Kantone und Gemeinden.

8 Richtlinien der Regierungspolitik

Die Erhöhung des jährlich zu bezahlenden ordentlichen Bundesbeitrags an das IKRK ist ausdrücklich vorgesehen in den Richtlinien der Regierungspolitik für die Legislaturperiode 1983-1987 (BBl 1984 I 157, Ziffer 231).

9 Verfassungsmässigkeit und Rechtsform des Bundesbeschlusses

Die verfassungsrechtliche Kompetenz des Bundes zur Gewährung von ordentlichen Bundesbeiträgen ergibt sich aus der allgemeinen Zuständigkeit des Bundes in auswärtigen Angelegenheiten. Die Zusammenarbeit mit dem IKRK stellt einen wichtigen Aspekt unserer Aussenbeziehungen dar, da das IKRK Aufgaben wahrnimmt und Ziele verfolgt, die den Grundsätzen entsprechen, welche unsere Aussenpolitik leiten. Unsere Solidarität mit dem IKRK findet ihren konkreten Ausdruck unter anderem in der finanziellen Unterstützung durch die Eidgenossenschaft. Der Bundesrat schlägt Ihnen - praxisgemäss (siehe Botschaft FIPOI/CERN; BBl 1984 I 1205) - vor, dass die Beiträge, die mit der vorliegenden Botschaft beantragt wurden, auf der Grundlage eines einfachen Bundesbeschlusses (Artikel 8 des Bundesgesetzes vom 23. März 1962 über den Geschäftsverkehr der Bundesversammlung) gewährt werden. Die Zuständigkeit der Bundesversammlung ergibt sich aus ihrer allgemeinen Kompetenz in Fragen des Finanzhaushaltes (Artikel 85, Ziffer 10 der Bundesverfassung).

Bundesbeschluss Entwurf
 über den ordentlichen Bundesbeitrag an das
 Internationale Komitee vom Roten Kreuz

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

gestützt auf die allgemeine Bundeskompetenz in Belangen der
 auswärtigen Beziehungen,
 nach Einsicht in eine Botschaft des Bundesrates vom ... ¹⁾

beschliesst:

Art. 1

Dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz wird in den Jah-
 ren 1986 und 1987 ein ordentlicher Jahresbeitrag von 40 Mil-
 lionen Franken, in den Jahren 1988 und 1989 ein solcher von
 45 Millionen Franken gewährt.

Art. 2

Der Bundesbeschluss vom 1. Dezember 1981²⁾ ist aufgehoben.

Art. 3

¹⁾ Dieser Beschluss ist nicht allgemeinverbindlich; er unter-
 steht nicht dem Referendum.

²⁾ Er tritt am 1. Januar 1986 in Kraft und gilt bis zum
 31. Dezember 1989.

1) FF 1985 ...

2) FF 1981 III 1125

Anhang 1

AUFSCHLUESSELUNG DES ORDENTLICHEN BUDGETS NACH AUFGABENGEBIETEN;
KOSTENSCHAETZUNG FUER 1984

		Ordentliches Budget 1984 (in Tausend Franken, gerundet)
1.0. <u>TAETIGKEITZWEIGE</u>		
1.1. <u>Schutz- und Hilfsaufgaben</u> in Konfliktsituationen und inneren Wirren zugunsten von Kriegsgefangenen, politischen Häftlingen, Vertriebenen und Flüchtlingen.		
<u>Medizinische Hilfe</u> - Kriegs- und allgemeine Chirurgie, Gesundheitsdienst, Orthopädische Rehabilitation, Ernährungsprogramme, Hygiene, Zahnheilkunde, Medizinische Hilfe für Gefangene und Häftlinge.		
SITZ		5'697
EUROPA		540
AFRIKA		505
ASIEN UND OZEANIEN		3'762
NAHER UND MITTLERER OSTEN		5'897
LATEINAMERIKA		<u>2'914</u>
		19'315
1.2. <u>Zentraler Suchdienst</u>		
Registrierung von Kriegsgefangenen und politischen Häftlingen, Nachforschungen nach Vermissten, Gefangenschaftsbestätigungen, Uebermittlung von Familienmitteilungen, Entwicklung und Ausbildung der nationalen Gesellschaften.		
SITZ		3'046
EUROPA		1'183
AFRIKA		360
ASIEN UND OZEANIEN		358
NAHER UND MITTLERER OSTEN		689
LATEINAMERIKA		<u>330</u>
		5'966
1.3. <u>Internationales humanitäres Recht</u>		
Bekräftigung und Weiterentwicklung der Beziehungen mit den Regierungen und den Nationalen Gesellschaften. Seminare und Ausstellungen bei den Regierungen, Universitäten, Streitkräften und internationalen Gesellschaften. Sondermissionen. Verbreitung der Grundsätze und Missionen für die Förderung der Ratifizierung der Zusatzprotokolle.		
		13'214

		Ordentliches Budget 1984 (in Tausend Franken, gerundet)
<u>2.0. WEITERE TAETIGKEITEN</u>		
2.1.	Rekrutierung und Ausbildung des Personals	6'140
2.2.	IKRK-Mandat (Internationaler Suchdienst in Arolsen, BRD)	297
2.3.	Finanzmittelbeschaffung bei den Regierungen, den Nationalen Gesellschaften und bei Privaten	860
2.4.	Allgemeine Politik und Aussenbeziehungen	<u>2'940</u>
	TOTAL DER VERSCHIEDENEN TAETIGKEITSZWEIGE:	48'732
<u>3.0. ADMINISTRATIVE KOSTEN</u>		
3.1.	Allgemeine Buchhaltung und Budgetkontrolle	2'792
3.2.	Allgemeine Verwaltung	903
3.3.	Information, Dokumentenherstellung, Uebersetzungen	3'336
3.4.	Hausverwaltung, Gebäudeunterhalt, usw.	2'385
3.5.	Diverses	<u>1'000</u>
		10'416
		59'148
GESAMTTOTAL		59'148
Anpassung des Budgets im Laufe des Jahres 1984		<u>2'003</u>
Total des ordentlichen Budgets 1984		61'151

Quelle: IKRK

GELDBEITRAEGE DER REGIERUNGEN AN DAS IKRK 1984

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI- NAIRES	GRAND TOTAL	**
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL			
1	SUISSE	18.000.000	2.000.000	20.000.000	15.281.000	35.281.000	2
2	ETATS-UNIS	4.870.280	4.352.035	9.228.315	62.062.041	71.290.356	1
3	ARABIE SAOUDITE	2.000.000	-	2.000.000	1.000.000	3.000.000	13
4	ITALIE	1.334.980	-	1.334.980	2.075.095	3.410.075	12
5	CANADA	1.327.500	-	1.327.500	11.661.298	12.988.798	3
6	FRANCE	1.074.000	-	1.074.000	1.082.900	2.156.900	14
7	ROYAUME-UNI	620.800	-	620.800	12.290.875	12.911.675	4
8	ALLEMAGNE (RFA)	618.000	-	618.000	7.586.540	8.204.540	8
9	SUEDE	495.750	-	495.750	9.717.863	10.213.613	6
10	DANEMARK	451.005	-	451.005	3.332.505	3.783.510	10
11	NORVEGE	400.000	-	400.000	10.322.583	10.722.583	5
12	CHINE	230.000	-	230.000	-	230.000	18
13	COREE, REP.	224.775	-	224.775	-	224.775	20
14	PAYS-BAS	210.505	-	210.505	6.206.598	6.417.103	9
15	KOWEIT	200.000	-	200.000	-	200.000	21
16	FINLANDE	191.940	-	191.940	923.268	1.115.208	15
17	AUTRICHE	190.895	-	190.895	58.400	249.295	16
18	GRECE	183.400	-	183.400	-	183.400	22
19	COLOMBIE	170.055	-	170.055	-	170.055	23
20	EGYPTE	145.765	-	145.765	-	145.765	24
21	TCHECOSLOVAQUIE	90.000	-	90.000	-	90.000	25
22	NOUVELLE ZELANDE	83.520	-	83.520	144.000	227.520	19
23	ESPAGNE	80.000	-	80.000	-	80.000	26
24	LIECHTENSTEIN	61.000	-	61.000	-	61.000	29
25	POLOGNE	60.000	-	60.000	-	60.000	30
26	JORDANIE	57.750	-	57.750	-	57.750	31
27	PORTUGAL	53.000	-	53.000	-	53.000	32
28	CHILI	51.295	-	51.295	-	51.295	33
29	BANGLADESH	48.200	-	48.200	-	48.200	34
30	MEXIQUE	45.600	-	45.600	-	45.600	35
31	LUXEMBOURG	39.525	-	39.525	-	39.525	36
32	TURQUIE	39.160	-	39.160	-	39.160	37
33	THAILANDE	31.810	-	31.810	-	31.810	38
34	ISLANDE	31.000	-	31.000	-	31.000	39
35	PHILIPPINES	27.815	-	27.815	-	27.815	40
	TOTAUX	33.745.325	6.352.035	40.097.360	143.744.966	183.842.326	

** Rang final

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI-NAIRES	GRAND TOTAL
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL		
36	RWANDA	27.585	-	27.585	-	27.585
37	LIBAN	26.990	-	26.990	-	26.990
38	BIRMANIE	25.125	-	25.125	-	25.125
39	ETHIOPIE	24.105	-	24.105	-	24.105
40	TUNISIE	23.885	-	23.885	-	23.885
41	ST-MARIN	23.750	-	23.750	-	23.750
42	DJIBOUTI	22.300	-	22.300	-	22.300
43	TONGA	22.300	-	22.300	-	22.300
44	CHYPRE	20.700	-	20.700	1.140	21.840
45	PAKISTAN	17.775	-	17.775	-	17.775
46	BRESIL	16.000	-	16.000	-	16.000
47	PANAMA	15.015	-	15.015	-	15.015
48	COSTA-RICA	11.975	-	11.975	-	11.975
49	CAMEROUN	10.980	-	10.980	-	10.980
50	CUBA	10.895	-	10.895	1.117	12.012
51	FIDJI	10.595	-	10.595	-	10.595
52	OMAN	10.000	-	10.000	-	10.000
53	MONACO	10.000	-	10.000	-	10.000
54	<i>Deutsche Dem. Rep. (DDR)</i> ALLEMAGNE (RDA)	5.000	-	5.000	-	5.000
55	HONGRIE	5.000	-	5.000	-	5.000
56	SRI LANKA	4.690	-	4.690	-	4.690
57	TRINITE & TOB.	3.775	-	3.775	-	3.775
58	MALTE	3.065	-	3.065	-	3.065
59	LAOS, REP. DEM.	3.010	-	3.010	-	3.010
60	JAMAIQUE	2.420	-	2.420	-	2.420
61	BARBADE	2.310	-	2.310	-	2.310
62	MONGOLIE	1.000	-	1.000	-	1.000
63	TOGO	515	-	515	-	515
	AUSTRALIE				8.792.943	8.792.943
	JAPON				3.531.075	3.531.075
	BELGIQUE				233.854	233.854
	IRAK				76.300	76.300
	IRLANDE				64.775	64.775
	ZIMBARWE				1.274	1.274
	TOTAUX	34.106.085	6.352.035	40.458.120	156.447.444	196.905.564

** Rang final

Source: CICR

GELDBEITRAEGE DER NATIONALEN GESELLSCHAFTEN
VOM ROTEN KREUZ UND VOM ROTEN HALBMOND AN
DAS IKRK 1984

TAL	**	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI- NAIRES	GRAND TOTAL	**
			CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL			
.585	41	1 ETATS-UNIS	511.315	-	511.315			
.990	42	2 ALLEMAGNE (RFA)	348.890	-	348.890	217.750	729.065	5
.125	43	3 JAPON	336.340	-	336.340	-	348.890	9
.105	44	4 FRANCE	175.700	-	175.700	693.889	1.030.229	4
.885	45	5 ROYAUME-UNI	168.170	-	168.170	-	175.700	11
.750	46	6 AUSTRALIE	117.970	-	117.970	879.626	1.047.796	3
.300	47	7 ITALIE	86.460	-	86.460	67.175	185.145	10
.840	49	8 PAYS-BAS	81.320	-	81.320	-	86.460	15
.775	50	9 CHINE	80.320	-	80.320	383.623	464.943	8
.000	51	10 CANADA	63.960	-	63.960	-	80.320	17
.015	52	11 IRAN	62.750	-	62.750	1.471.762	1.535.722	2
.975	54	12 BELGIQUE	46.180	-	46.180	-	62.750	19
.980	55	13 TURQUIE	42.570	-	42.570	8.131	54.311	20
.012	53	14 COREE, REP.	35.140	-	35.140	-	42.570	22
.595	56	15 THAILANDE	34.140	-	34.140	12.125	47.265	21
.000	57	16 POLOGNE	33.280	-	33.280	-	34.140	23
.000	58	17 AUTRICHE	29.620	-	29.620	-	33.280	24
.000	59	18 AFRIQUE DU SUD	22.680	-	22.680	100.000	129.620	12
.000	60	19 NOUVELLE-ZELANDE	21.590	-	21.590	-	22.680	25
.590	61	20 BRÉSIL	20.000	-	20.000	59.991	81.581	16
.775	62	21 LUXEMBOURG	19.895	-	19.895	-	20.000	26
.065	63	22 URSS	16.000	-	16.000	3.920	23.815	27
.010	64	23 COLOMBIE	12.050	-	12.050	-	16.000	28
.20	65	24 PORTUGAL	12.050	-	12.050	-	12.050	29
.10	66	25 FINLANDE	12.000	-	12.000	-	12.050	30
.00	68	26 INDONESIE	11.300	-	11.300	704.280	716.280	6
.15	69	27 MONACO	11.040	-	11.040	-	11.300	31
.43	7	28 PAKISTAN	11.040	-	11.040	-	11.040	32
.75	11	29 CHILI	10.040	-	10.040	-	11.040	33
.54	17	30 LIBAN	10.040	-	10.040	-	10.040	34
.00	27	31 <i>Deutsche Dem. Rep. (DDR)</i> ALLEMAGNE (RDA)	10.000	-	10.000	-	10.040	35
.75	28	32 ETHIOPIE	9.395	-	9.395	-	10.000	36
.74	67	33 AFGHANISTAN	9.040	-	9.040	-	9.395	38
		34 IRLANDE	9.040	-	9.040	-	9.040	39
		35 TCHECOSLOVAQUIE	8.000	-	8.000	63.000	72.040	18
		TOTAUX	2.489.325	-	2.489.325	4.665.272	7.154.597	40

Rang final

	PAYS	BUDGET ORDINAIRE			BUDGETS EXTRAORDI-NAIRES	GRAND TOTAL
		CONTRIBUTIONS REGULIERES (reçues)	AUTRES CONTRIBUTIONS (reçues)	TOTAL		
36	SYRIE	7.530	-	7.530	-	7.530
37	HONDURAS	6.630	-	6.630	-	6.630
38	PANAMA	6.325	-	6.325	-	6.325
39	BULGARIE	6.250	-	6.250	-	6.250
40	MALAISIE	6.020	-	6.020	-	6.020
41	VIET NAM	6.020	-	6.020	-	6.020
42	EQUATEUR	5.020	-	5.020	-	5.020
43	HONGRIE	5.000	-	5.000	-	5.000
44	ISLANDE	5.000	-	5.000	5.000	10.000
45	YOUgosLAVIE	5.000	-	5.000	-	5.000
46	GUYANE	3.785	-	3.785	-	3.785
47	TRINITE ET TOBAGO	3.785	-	3.785	-	3.785
48	SINGAPOUR	3.310	-	3.310	965	4.275
49	HAITI	3.180	-	3.180	-	3.180
50	BAHAMAS	2.510	-	2.510	-	2.510
51	BANGLADESH	2.505	-	2.505	-	2.505
52	COSTA RICA	2.340	-	2.340	-	2.340
53	CAMEROUN	2.115	-	2.115	-	2.115
54	MAURICE	1.510	-	1.510	-	1.510
55	QATAR	1.510	-	1.510	-	1.510
56	RWANDA	1.510	-	1.510	-	1.510
57	PARAGUAY	1.500	-	1.500	-	1.500
58	YEMEN, REP. ARABE	1.500	-	1.500	-	1.500
59	NEPAL	1.000	-	1.000	-	1.000
60	URUGUAY	1.000	-	1.000	-	1.000
61	PAPOUASIE-NOUVELLE GUINEE	755	-	755	-	755
62	SWAZILAND	500	-	500	-	500
63	FIDJI	200	-	200	-	200
64	KENYA	80	-	80	-	80
	SUEDE				2.240.643	2.240.643
	NORVEGE		109.225	109.225	501.300	610.525
	SUISSE				100.000	100.000
	EGYPTE				88.800	88.800
	MONACO				1.092	1.092
	TOTAUX	2.582.715	109.225	2.691.940	7.603.072	10.295.012

* Rang final

Source: CICR

ENTWICKLUNG DES ORDENTLICHEN UND DER AUSSERORDENTLICHEN IKRK BUDGETS UND DER BEITRÄGE DES BUNDES AN DAS IKRK
(in Millionen Franken, gerundet)

Jahr	1972	1976	1980	1981	1982	1983	1984
Ordentliches IKRK Budget (Ständige Aufgaben)	19,3	19,9	36,2	42,2	49,4	51,9	61,2
Ausserordentliches IKRK Budget	12,3	21,1	106,1	98,6	121,6	138,1	330,0
Ordentlicher Beitrag der Schweiz Beitrag zugunsten der politischen Gefange- nen (seit 1979)	12,5	12,5	12,5	11,75	18	18	18
Schweizerischer Beitrag an das ordentliche Budget	12,5	12,5	14,5	13,75	20,0	20,0	20,0
In Prozenten des ordentlichen Budgets	65 %	63 %	40 %	33 %	40 %	39 %	33 %
Schweizerische Beiträge an die ausseror- dentlichen Budgets	0,6	6,4	6,8	5,36	12,1	17,9	21,4
In Prozenten der ausserordentlichen Budgets	5 %	30 %	6 %	5,5 %	10 %	13 %	6,5 %
Total der schweizerischen Beiträge	13,1	18,9	21,3	19,1	32,1	37,9	41,4

Anhang 5

Beiträge der Schweiz an die ausserordentlichen Budgets
des IKRK von 1980 bis 1984

Aktion	Betrag in Tausend Franken
<u>1980</u>	
Afrika: Schutz- und Hilfsaktion	402
Nicaragua: Schutz- und Hilfsaktion	500
Iran: Schutzaktion (politische Gefangene)	440
Kampuchea: Gemeinsames Programm UNICEF/IKRK	450
Zentraler Suchdienst	1'255
Nahrungsmittelhilfe (Milchpulver, Getreide, Fettstoffe)	3'738
Total	6'785
<u>1981</u>	
Nicaragua: Schutzaktion (politische Gefangene)	200
Libanon: Hilfe an Kriegsoffer	300
Syrien: Hilfe an palästinensische Flüchtlinge	50
Iran/Irak: Schutz- und Hilfsaktion	500
Afrika: Schutzaktion für Flüchtlinge und Vertriebene	600
Nahrungsmittelhilfe	3'630
Leistungen des Schweizerischen Katastrophenhilfskorps	84
Total	5'364
<u>1982</u>	
Libanon: Hilfsaktion für Kriegsoffer	3'545
Kampuchea: Medizinische Hilfe	400
Iran/Irak: Schutz- und Hilfsaktion	1'000
Polen: Schutz- und Hilfsaktion	700
El Salvador: Schutz- und Hilfsaktion	400
Pakistan: Hilfsaktion zugunsten afghanischer Flüchtlinge	200
Thailand: Hilfsaktion zugunsten von Flüchtlingen aus Kampuchea	200
Afrika: Schutz- und Hilfsaktion in verschiedenen Ländern	400
Nahrungsmittelhilfe	4'168
Leistungen des Schweizerischen Katastrophenhilfskorps	1'126
Total	12'139
<u>1983</u>	
Libanon: Hilfsaktion für Kriegsoffer	2'000
Polen: Schutz- und Hilfsaktion	500
Ausserordentlicher Beitrag an die Schutz- und Hilfsaktionen	10'000
Nahrungsmittelhilfe	5'386
Total	17'886

Anhang 2
Schweiz an die ausserordentlichen Budgeten
1980 bis 1984

Aktion Betrag in
Tausend Franken

<u>1984</u>	
Iran/Irak: Schutz- und Hilfsaktion	6'000
Angola: Hilfsaktion	3'000
Aethiopien: Hilfsaktion	5'000
Nahrungsmittelhilfe	7'116
Leistungen des Schweizerischen Katastrophenhilfskorps	<u>225</u>
Total	21'341

<u>1981</u>	
Wiederherstellung (politischer Gefangener)	300
Libanon: Hilfe an Krisenopfer	300
Syrien: Hilfe an palästinensische Flüchtlinge	50
Iran/Irak: Schutz- und Hilfsaktion	500
Afrika: Schutzaktion für Flüchtlinge und Vertriebene	800
Nahrungsmittelhilfe	3'430
Leistungen des Schweizerischen Katastrophenhilfskorps	<u>84</u>
Total	5'364

<u>1982</u>	
Libanon: Hilfsaktion für Krisenopfer	3'545
Kampuchea: Medizinische Hilfe	400
Iran/Irak: Schutz- und Hilfsaktion	1'000
Polen: Schutz- und Hilfsaktion	700
El Salvador: Schutz- und Hilfsaktion	400
Portugal: Hilfsaktion zugunsten albanischer Flüchtlinge	300
Taiwan: Hilfsaktion zugunsten von Flüchtlingen aus Kampuchea	300
Afrika: Schutz- und Hilfsaktion in verschiedenen Ländern	400
Nahrungsmittelhilfe	4'188
Leistungen des Schweizerischen Katastrophenhilfskorps	<u>1'138</u>
Total	12'138

<u>1983</u>	
Libanon: Hilfsaktion für Krisenopfer	2'000
Polen: Schutz- und Hilfsaktion	500
Ausserordentlicher Betrag an die Schutz- und Hilfsaktionen	10'000
Nahrungsmittelhilfe	<u>5'388</u>
Total	17'888

27. Feb. 1985

	Seite
Inhaltsverzeichnis	
Uebersicht.....	2
1 Auftrag und Organisation des IKRK.....	4
2 Die Schweiz und das IKRK.....	6
3 Erweiterung der IKRK-Aufgaben seit 1980..	7
31 Operationelle Tätigkeiten.....	7
32 Aufgaben hinsichtlich des humanitären Völkerrechts, der Prinzipien des Roten Kreuzes und deren Verbreitung.....	12
4 Zukunftsperspektiven des IKRK.....	14
41 Die Entwicklung der Weltlage und die Rolle des IKRK.....	14
42 Mittelfristiger Plan für die IKRK- Tätigkeiten.....	15
421 Zielsetzung des Plans.....	15
422 Notwendigkeit eines Ausbaus der ständigen IKRK-Struktur.....	15
43 Finanzielle Auswirkungen des mittel- fristigen Plans für die IKRK-Tätigkeiten.	17
431 Unterscheidung zwischen dem ordentlichen Budget und den ausserordentlichen Budgets	17
432 Vorschau über die weitere Entwicklung des ordentlichen Budgets.....	18
5 Die Finanzierung der IKRK-Tätigkeiten....	19
51 Einnahmequellen.....	19
52 Tätigkeitsbericht und Finanzkontrolle....	20
6 Bundesbeiträge an das IKRK.....	20
61 Die bisherigen Leistungen des Bundes.....	20
62 Erhöhung des ordentlichen Beitrags.....	21
63 Aufhebung des Bundesbeschlusses von 1981 und zeitliche Befristung des neuen Beschlusses auf vier Jahre.....	22

7	Auswirkungen auf Finanzen und Personal-	
	bestand.....	23
71	Finanzielle Auswirkungen.....	23
72	Auswirkungen auf den Personalbestand.....	24
73	Auswirkungen auf die Kantone und	
	Gemeinden.....	24
8	Richtlinien der Regierungspolitik.....	24
9	Verfassungsmässigkeit und Rechtsform	
	des Bundesbeschlusses.....	24
	Bundesbeschluss über den ordentlichen Bundesbeitrag	
	an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz	25
	Anhänge	
1	Aufschlüsselung des ordentlichen Budgets	
	nach Aufgabengebieten; Kostenschätzung	
	für 1984.....	26
2	Geldbeiträge der Regierungen an das IKRK 1984	28
3	Geldbeiträge der Nationalen Gesellschaften	
	vom Roten Kreuz und vom Roten Halbmond an	
	das IKRK 1984.....	30
4	Entwicklung des ordentlichen und der ausser-	
	ordentlichen IKRK-Budgets und der Beiträge	
	des Bundes an das IKRK:.....	32
5	Beiträge der Schweiz an die ausserordentli-	
	chen Budgets des IKRK von 1980 bis 1984....	33